

Bulletin n° 7, printemps 1999

Bulletin n° 07 : Centre Amérique latine

Bulletin n° 07, printemps 1999

Bulletin consacré à la vie politique en Amérique latine

SOMMAIRE

François-Xavier Guerra, p. 5-11

→ [Éditorial](#)

CHANTIERS

Geneviève Verdo, p. 15-25

→ [Cités principales et cités secondaires au Río de la Plata : les effets pervers de la représentation politique, 1810-1820](#)

Clément Thibaud, p. 27-46

→ [Puissance et souveraineté : sur l'institutionnalisation des armées patriotes. Venezuela-Colombie, 1813-1821](#)

Elisa Cardenas-Ayala, p. 47-58

→ [L'espace politique mexicain, modernité et autoritarismes](#)

VIE DES CENTRES

Centre d'histoire nord-américaine, p. 61-65

Centre de recherches d'histoire de l'Amérique latine et du monde ibérique, p. 67-70

Centre de recherches sur l'histoire de l'Europe centrale contemporaine, p. 71-74

Centre de recherches sur l'histoire des Slaves, p. 75-76

Centre d'histoire des relations internationales contemporaines, p. 77-83

THÈSES

Richard Hocquellet, p. 87-96

→ Du soulèvement patriotique à la souveraineté nationale. La première phase de la révolution espagnole, 1808-1810

Alain Soubigou, p. 97-101

Thomas Garrigue Masaryk (1850-1937), biographie intellectuelle et politique

Dzovinar Kévonian, p. 103-115

Réfugiés et diplomatie humanitaire : les acteurs européens et la scène proche-orientale pendant l'entre-deux-guerres

Sabine Dullin, p. 117-129

Diplomates et diplomatie soviétiques en Europe (1930-1939). Structures et méthodes d'une politique extérieure sous Staline

Hugues Tertrais, p. 131-140

Le coût de la guerre d'Indochine, 1945-1954

LIEUX DE RECHERCHE

Mona Huerta, p. 143-158

Patrimoine documentaire et modernité : les collections de l'Institut des hautes études de l'Amérique latine

Hervé Lemoine et Thierry Sarmant, p. 159-182

Pouvoir politique et autorité militaire de la décolonisation à l'ère nucléaire : les archives contemporaines du Service historique de l'armée de Terre (1945-1995)

COLLOQUES, MANIFESTATIONS, CONFÉRENCES

Georges Saunier, p. 185-195
Changer la vie, 1981-1984, les années Mitterrand

François-Xavier Guerra, p. 5-11

→ [Éditorial](#)

FRANÇOIS-XAVIER GUERRA

La vie politique de l'Amérique latine comporte pour l'observateur une part importante d'incertitudes et, pour tout dire, de mystère. La victoire écrasante aux élections présidentielles de l'ex-militaire putschiste Hugo Chavez, au détriment des candidats de deux partis qui se partageaient le pouvoir depuis quarante ans au Venezuela, n'en est qu'une illustration récente.

L'histoire du sous-continent est remplie de ces hommes charismatiques qui occupent périodiquement les devants de la scène, troublant le jeu ordinaire des partis politiques. Histoire remplie aussi de ruptures de l'ordre constitutionnel. Pronunciamientos, coups d'État, guérillas, révolutions, régimes dictatoriaux ou "révolutionnaires", semblent être des phénomènes récurrents qui alimentent toute une imagerie sur le caractère chaotique de la politique latino-américaine.

Malgré le simplisme de ces lieux communs et l'effet de masse produit par la pluralité des pays et l'écrasement de la chronologie, la récurrence de ces phénomènes impose certainement de chercher des explications autres que les traits "culturels" ou psychologiques¹. Une nouvelle approche est d'autant plus nécessaire que les pays latino-américains ne sont ni de jeunes nations ni de nouveaux venus à la politique moderne. Ils ont été, au contraire, parmi les premiers dans le monde occidental à se constituer en nation entre 1811 et 1824 par la proclamation de la souveraineté nationale; parmi les premiers aussi à se doter, dès cette époque, de régimes républicains, de constitutions modernes et de régimes représentatifs fondés sur des élections au suffrage presque universel.

Ce sont ces origines méconnues, ou insuffisamment considérées, qui sont le point de départ obligé pour repenser la politique en Amérique latine et lui donner sa véritable place dans une explication globale du XIXe siècle et XXe siècles. Une place qui est, de fait, la première. Car ces nouveautés du début du XIXe siècle ne sont pas de mutations purement formelles ou secondaires puisqu'elles concernent non seulement l'apparition de nouveaux sujets politiques - de nouveaux États - mais aussi des imaginaires, des valeurs et des pratiques centrales dans toute société: comment concevoir la communauté politique? Quels sont les fondements d'un pouvoir légitime? Comment désigne-t-on les autorités? Quelles sont les limites de leur pouvoir? Loin d'être un épiphénomène dans une évolution

¹ Ce sont ces nouvelles approches des problèmes politiques qui nous ont conduit à la formation en 1991 du GDR 994 du CNRS "Le politique en Amérique latine (XVIe-XXe siècles). Lieux, acteurs et modèles" et, avec d'autres équipes de l'EHESS, de Paris X et du Collège de France, à la constitution de l'UMR 8586 "Empires, sociétés, nations? Amérique latine et Méditerranée occidentale (XVIe-XXe siècles)".

historique dont la trame explicative serait à chercher essentiellement du côté du socio-économique, la politique est le lieu où se noue et se révèle le jeu complexe des acteurs sociaux: les espaces où ils évoluent, les imaginaires et les valeurs qui inspirent leur action, les règles implicites ou explicites qui régissent leurs comportements.

C'est ce fil conducteur des mutations du politique, au sens le plus fort du terme, qui relie une bonne partie des travaux de notre centre des recherches - mémoires de maîtrise et de DEA, doctorats - portant sur différents pays de l'Amérique latine et bien souvent aussi sur l'Espagne. Ces problématiques ont focalisé les séminaires de ces dernières années, consacrés aux "espaces publics" puis à "gouvernement, État et sociétés". Ces perspectives d'analyse unifient aussi les trois articles suivants. Les deux premiers se situant dans cette période clé des origines des nouveaux pays et de la politique moderne, le troisième un siècle plus tard, dans une autre période de réactivation de la politique moderne au début de la Révolution mexicaine.

Le thème des "espaces publics" est en effet central dans toute recherche politique, avec toute la polysémie que ces termes comportent: à la fois une richesse et un risque². Avant d'être le lieu concret ou abstrait de délibération et de décision, conceptualisé par Habermas, l'espace public renvoie à un autre espace: le territoire régi par une même autorité politique. Habitué à raisonner comme si l'État-nation allait de soi, nous avons encore beaucoup de mal à saisir les difficultés et les incertitudes qu'implique le passage d'un empire à une nation moderne. Le cas de l'Amérique espagnole est à cet égard exemplaire. Il pose, avec plus d'un siècle d'avance, certains problèmes provoqués au XIXe siècle par la fin des empires austro-hongrois, ottoman ou dernièrement russo-soviétique.

Il y a d'abord les difficultés nées du transfert de souveraineté. Il ne s'agit pas seulement d'un problème d'échelle - plusieurs espaces souverains remplaçant un espace unique de souveraineté - mais aussi, et surtout, d'un problème de définition du nouveau sujet souverain, sous la double dimension de son identité et de l'expression de sa volonté. Identité d'abord: malgré le langage national employé par ses partisans, la nation, rarement incontestable et homogène, doit se rabattre sur des divisions administratives de l'ancien empire. En Amérique hispanique ce problème est particulièrement aigu: d'une part, les revendications indépendantistes sont pratiquement inexistantes avant le début de l'invasion de l'Espagne par Napoléon en 1808, de l'autre, la communauté de langue, de religion, de références culturelles entre les différentes régions rend très difficile une définition "ethnique" ou culturelle de la nation. Les identités les plus fortes y sont avant tout politiques: celles des cités, elles mêmes hiérarchisées selon une échelle de dignité et de pouvoir. C'est pourquoi, comme le montre très bien Geneviève Verdo pour le Rio de la Plata, la captation de la souveraineté par la vice-royauté ouvre un très long processus de querelles de souveraineté entre les cités: d'abord, entre la capitale, Buenos Aires, et les capitales de province et ensuite entre celles-ci et les cités qui leur sont subordonnées. Peu importe, d'ailleurs, que ces cités agissent de concert contre un ennemi commun - les royalistes d'autres régions américaines - et qu'elles se considèrent ensemble comme une nation; la représentation politique moderne accroit, au lieu de l'atténuer, la rivalité entre cités, puisqu'elle dissout l'ancienne hiérarchie administrative et les place toutes sur un plan d'égalité. La volonté de la nation peut être "supposée" si le nouvel État possède un gouvernant doté d'une légitimité historique - c'est le cas du Brésil, dont l'indépendance est réalisée par le prince héritier du Portugal - ou charismatique - c'est le cas des pays libérés par Bolivar. Mais cela conduit à de très fortes tensions si cette volonté doit s'exprimer, dans cette première étape, par le suffrage.

² Nous avons organisé sur ce sujet en 1996 une table ronde internationale à Paris, en juillet, et un symposium à Liverpool, en septembre, au XIe Congrès international de l'AHILA (Association européenne des historiens latino-américanistes). Nous avons également publié un livre collectif sur cette question, Guerra (F.X.) et Lempérière (A.), Los espacios públicos: ambigüedades y problemas. Iberamérica, México, FCE-CEMCA, 1999, 310 p.

Difficulté supplémentaire, les conflits entre partisans et adversaires de l'Indépendance, qui prennent en plusieurs pays la forme d'une guerre civile longue et destructrice, font apparaître de nouveaux acteurs appelés à jouer pendant longtemps les premiers rôles sur la scène politique. Comme le montre Clément Thibaud dans son article, la très longue et cruelle guerre civile qui déchire le Venezuela et la Nouvelle-Grenade provoque l'apparition de groupes armés d'origines, de formes et de dimensions diverses que Bolivar réussira, pour un temps, à institutionnaliser dans une armée. La loi, la norme, le règlement écrits sont les outils employés pour transformer les guerriers en soldats, pour ébaucher des loyautés abstraites qui se voudraient celles de l'État moderne. Entreprise partiellement réussie et, en même temps, paradoxale puisque fondée sur le charisme de quelques hommes, et sur des liens personnels bien peu modernes.

Ce que ces deux articles montrent, ce sont certaines des difficultés structurelles de l'instauration de la politique moderne en Amérique espagnole: l'incertitude de la nation et l'existence de puissants acteurs politiques de type corporatif (ici des cités et des armées personnelles, auxquelles il faudrait ajouter les communautés villageoises, des grandes propriétés de type seigneurial, des confréries, toutes sortes de corps ecclésiastiques et corporations professionnelles...). L'Amérique latine de l'Indépendance apparaît encore comme étant majoritairement une société d'Ancien Régime, non seulement par ses acteurs, mais aussi par ses imaginaires et ses pratiques politiques. Rien d'étonnant alors que pendant longtemps l'espace public moderne et abstrait - celui de l'opinion et de la représentation - s'oppose parfois et compose toujours avec les espaces publics anciens très concrets de la Grand Place, de la rue ou du parvis de l'église.

C'est pourquoi on est passé de la problématique des "espaces publics" à celle de "gouvernement, État et sociétés". Car ces sociétés, si peu individualisées, restent et se pensent également d'une façon bien peu moderne: sous la nation affleure le corps politique, sous la République, la *Respublica*, sous le citoyen, le *vecino* (l'habitant d'une cité). Les travaux³ et les interventions d'Annick Lempérière sur la fin de l'Ancien Régime ont mis en évidence la faible présence de la conception moderne d'État, la notion corporative de l'autorité et du gouvernement. Celui-ci étant de fait exercé par les multiples corps qui composent le corps politique.

La difficulté à construire un État moderne incarnant la nation avec de vastes attributions, relativement impartial au-dessus de la variabilité de la politique, n'en est que plus grande. Le pouvoir suprême, est conçu avant tout comme un gouvernement supérieur, coiffant une pyramide d'autres autorités dotées elles aussi d'une forte légitimité et de leurs propres sphères d'action. Malgré tout, il est âprement disputé par des "partis" rivaux, puisque son pouvoir de nomination à des charges politiques et administratives offre des sources de richesse et de pouvoir à des sociétés appauvries. Les "partis" sont à la fois fondés sur de fortes différences idéologiques et marqués par un personnelisme exacerbé, conséquence de la prégnance des liens personnels. Circonstance aggravante, la rivalité des factions ne peut être résolue par voie électorale, puisque le vote reste fortement communautaire, et influencé par les autorités nommées par le parti au pouvoir.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que la politique latino-américaine du XIXe et du premier XXe siècles, voit se succéder des périodes avec des ruptures fréquentes de l'ordre constitutionnel et d'autres où la stabilité est obtenue par différentes fictions électorales. Dans le premier cas, le pronunciamiento joue le rôle d'une manifestation supplétive de la volonté d'une nation empêchée de

³ Et plus particulièrement son ouvrage présenté pour l'Habilitation à diriger des recherches *La très Noble, très Loyale, et Impériale Cité de Mexico. La république urbaine et son gouvernement sous l'Ancien Régime*, 360 p

s'exprimer par des élections libres. Dans le second cas, des élections, manipulées et contrôlées par le pouvoir, permettent soit une alternance réglée des différents "partis", soit la perpétuation au pouvoir d'un seul homme. Dans ce dernier cas, le caudillo - car c'est de cela dont il s'agit - incarne la "volonté nationale" grâce à une adhésion obtenue par des mécanismes anciens où prédominent les liens personnels et les mécanismes de clientèle. C'est pendant ces périodes de stabilité, fréquentes dans le dernier tiers du XIXe siècle, que progresse la construction de la nation et l'État: par la modernisation économique, par l'organisation et la croissance de l'administration publique, par l'éducation.

Paradoxalement, c'est cette modernisation, obtenue par des procédés qui le sont beaucoup moins, qui va permettre la contestation de ces régimes de "fiction démocratique". L'apparition de nouveaux acteurs sociaux, issus de nouvelles catégories sociales - bourgeoisie, classes moyennes, monde ouvrier - va de pair avec une réactivation des principes politiques modernes mis entre parenthèses par ces régimes. Comme le montre ici Elisa Cardenas pour le Mexique de Porfirio Diaz, on voit alors une réactivation de l'espace public moderne, grâce à la multiplication de nouvelles formes de sociabilité associative, de la presse d'opinion et, enfin, de groupes proprement politiques. S'ouvre ainsi une nouvelle étape, souvent très conflictuelle comme dans le cas du Mexique révolutionnaire, où s'affrontent ouvertement des acteurs anciens et récents selon des modalités, parfois nouvelles, mais très souvent marquées par une culture politique enracinée dans le XIXe siècle.

Nombre de ces problèmes ne sont pas spécifiques à l'Amérique latine, mais communs à différents pays lors du passage à la politique moderne. C'est pourquoi l'optique comparative reste dans ce domaine profondément éclairante et l'on peut espérer que des études comme celles qui sont présentées ici permettront de mieux cerner et la ressemblance et les différences de l'Amérique latine avec d'autres pays de ce monde occidental qui est le sien.

Geneviève Verdo, p. 15-25

[→ Cités principales et cités secondaires au Río de la Plata : les effets pervers de la représentation politique, 1810-1820](#)

GENEVIÈVE VERDO

Dans la philosophie politique héritée des Lumières, la représentation politique est synonyme d'inclusion. Elle est le moyen par lequel les citoyens participent à l'exercice d'une souveraineté dont le détenteur n'est plus le Roi, mais le peuple ou la Nation. Ce que nous allons tenter de montrer ici, c'est que la mise en place d'un régime représentatif peut avoir des effets pervers lorsqu'elle ne s'accompagne pas de la reconnaissance effective des droits politiques ainsi concédés.

Au Río de la Plata, de 1810 à 1820, les gouvernements révolutionnaires sont amenés, pour légitimer leur pouvoir, à organiser la représentation politique des cités de l'ancien vice-royaume. Mais afin de garder le contrôle du processus révolutionnaire, ils n'ont de cesse que de vider la représentation de son sens, c'est-à-dire d'empêcher qu'elle ne se traduise par la participation effective des cités au pouvoir souverain.

Ce paradoxe peut être étudié à deux niveaux: d'une part, dans la confrontation entre la représentation des *pueblos* et celle de la Nation; de l'autre, dans les oppositions entre cités principales et cités subalternes, qui permettent d'expliquer le processus de fragmentation de la souveraineté qui caractérise la genèse de la nation argentine.

De la hiérarchie des cités à la représentation des *pueblos*

Dans le cadre des révolutions libérales du début du XIX^e siècle, la représentation politique constitue le nouveau fondement de la souveraineté. Dans le monde hispanique, cette représentation, dite "du peuple", est en fait celle des *pueblos*, c'est-à-dire des cités]. Or, la qualité de cité attribuée à une ville est un privilège royal, qui confère le droit d'être représenté aux Cortes, indépendamment des autres caractéristiques de ladite cité⁴. Bien qu'il n'existe pas de Cortes en Amérique, cet imaginaire, partie intégrante de la culture politique hispanique, ressurgit avec force en 1808-1810, lorsque se pose pour l'Amérique le problème de la représentation⁵. En conséquence, la concession de la représentation, considérée comme un droit, entraîne *ipso facto* la reconnaissance de la souveraineté et la capacité à l'exercer (ou à contrôler son exercice). A cette généralité, il convient d'ajouter une particularité liée au contexte. Au Río de la Plata, les cités sont organisées de manière hiérarchique, du fait de l'organisation administrative du vice-royaume, qui se double d'une forte dimension symbolique. Cela forme une pyramide des obédiences, où existent trois niveaux: Buenos Aires, capitale de l'ensemble, chapeaute les capitales d'intendances (ou cités principales), qui, à leur tour, dominent les cités subalternes. Or, cet ordre administratif se trouve parfois en contradiction avec les privilèges dont les cités se sentent dotées *es-qualité*, et celles-ci supportent mal ce qu'elles considèrent comme des atteintes à leurs droits. A partir de la crise de la Monarchie espagnole en 1808, l'espace politique s'ouvre et les rapports entre espaces de souveraineté se modifient au sein du monde hispanique. Le Río de la Plata change ainsi de statut par rapport à la péninsule, qui lui concède la représentation en 1809. Il en résulte, de la part des élites de la capitale, une aspiration à l'autonomie de gouvernement, qui se trouve résolue avec la création en 1810 de la Junte de Mai. Mais, avec la concession de la représentation à l'ensemble des cités du vice-royaume, les rapports de celles-ci avec leur capitale, Buenos Aires, sont également transformés. Il en résulte une tension clairement exprimée en 1815, puis résolue en 1820 avec la proclamation des indépendances provinciales. Au même moment se résolvent les tensions opposant, à l'échelon inférieur, les cités subalternes à leurs capitales de province⁶. Ce sont ces phénomènes que nous nous proposons d'analyser, en tentant de saisir les moments où la représentation politique a été la plus sollicitée et ce qui s'en est suivi du point de vue de la souveraineté. Cela permettra d'expliquer comment cette pyramide des obédiences s'est peu à peu déconstruite, du fait de la mise en pratique d'un régime représentatif.

Décapiter la capitale

⁴ Pour une approche théorique, cf. ROELS (Jean), "Le concept de représentation politique au XVIII^e siècle français", *Ancien Pays et Assemblées d'Etats*, n°45, 1969, 179 p.; GUERRA (François-Xavier), "Les avatars de la représentation au XIX^e siècle", dans COUFFIGNAL (G.), *Réinventer la démocratie. Le défi latino-américain*, Paris, Presses de la FNSP, 1992, p. 59-84.

⁵ Voir GUERRA (F.X.), *id.*; GONZALEZ (Julio V.), *Filiación histórica del gobierno representativo argentino*, Buenos Aires, La Vanguardia, 1937, 2 vol.; HALPERIN DONGHI (Tulio), *Tradición política española e ideología revolucionaria de Mayo*, Buenos Aires, Ed. Universitaria, 1961, 228p.

⁶ Pour le détail de ce processus complexe, nous renvoyons à notre thèse, *Les Provinces 'désunies' du Río de la Plata. Souveraineté et représentation politique dans l'indépendance argentine (1808-1821)*, thèse de doctorat, Université de Paris I, 1998, 2 vol.

Lors de l'assemblée du 22 mai 1810 sur la reconnaissance, par le Rio de la Plata, du conseil de Régence qui gouverne désormais l'Espagne, trois positions s'affrontent. Chacune d'entre elle montre de manière différente les enjeux du rapport entre représentation et souveraineté. La première position est celle de Villota, qui entend que le vice-royaume suive les destinées de la péninsule, estimant de manière très lucide que "Buenos Aires n'a pas le droit de se prononcer sur la légitimité du conseil de Régence, et encore moins de se doter d'un gouvernement souverain, car cela reviendrait à briser l'unité de la nation et à y établir autant de souverainetés que de cités."⁷ Face à lui, les patriotes défendent le droit du Río de la Plata à se doter d'un gouvernement propre. Toutefois, une divergence apparaît entre ceux qui jugent que Buenos Aires a le droit de fonder un gouvernement au nom de tout le vice-royaume, et ceux qui demandent la formation d'une assemblée composée des représentants de toutes les cités. Dans un premier temps, les deux dernières positions semblent s'accorder: les patriotes de Buenos Aires fondent un pouvoir de fait, la Junte de Mai, puis suscitent l'adhésion des cités en convoquant des représentants. Mais cette division fondamentale persiste et l'on assiste, au cours des premières années de la révolution, à une alternance au pouvoir d'équipes défendant la première option, celle d'une représentation "par la tête", ou la seconde, celle d'une représentation égalitaire des cités. Lorsque les représentants des provinces sont réunis dans la *Junta Grande*, à la fin de 1810, on peut parler d'une victoire de la représentation des *pueblos*, les cités exercent leur souveraineté par le biais de députés pourvus de mandats impératifs. Ce changement est symbolisé en 1811 par la création de juntas provinciales, composées d'élus locaux, qui remplacent les gouverneurs nommés par la Junte. À un pouvoir issu du sommet, on substitue un pouvoir émanant de la base. Pourtant, la *Junta Grande* ne siège que quelques mois, laissant la place, entre 1811 et 1815, à des gouvernements constitués par les seuls habitants de la capitale. Ceux-ci, pour assurer leur légitimité, continuent pourtant de solliciter la représentation des provinces et réunissent, en 1813, une assemblée constituante. Mais celle-ci s'avère être une "fiction représentative" à plusieurs titres: contre la prétention des cités à exercer la souveraineté, elle tente de fonder une représentation "nationale", déracinée des intérêts locaux (les députés sont déclarés "députés de la nation en général" par le décret du 8 mars 1813). En outre, la plupart des représentants, quoiqu'élus par les cités, sont en réalité des habitants de la capitale, qui plus est membres de la Société Patriotique, qui prétend jouer un rôle de directrice d'opinion. En réalité, l'Assemblée ne se distingue pas de la faction au pouvoir et devient, au bout de quelques mois, une chambre d'enregistrement des décisions souveraines, auxquelles elle confère une sorte de caution "populaire". Moyennant quoi, en 1815, les cités se rebellent face à Buenos Aires. Dans la mesure où leur représentation n'est pas effective, puisqu'elles n'exercent pas leur part de souveraineté, elles rompent l'obédience et font sécession. En réponse à cette secousse de la "base", le "sommet" réagit: après avoir déposé le chef de l'État, tenu pour responsable de tous les maux, les autorités de Buenos Aires (la municipalité et les chefs militaires) proposent aux provinces de fonder le pouvoir sur de nouvelles bases. Cette "nouvelle donne" prend la forme d'un Congrès constituant, composé des députés de toutes les cités, élus de la même façon et placés sur un pied d'égalité. Tel qu'il est présenté à travers les discours et les débats, ce Congrès correspond à l'idéal politique que les cités attribuent à un organe représentatif: il apparaît à la fois comme un centre, une autorité suprême à même de rassembler les *pueblos* et d'incarner l'unité des provinces, et comme un arbitre, chargé de maintenir cette union en réglant les différends qui divisent les cités. Il est même conçu par certains comme l'instrument de la révolution des *pueblos* qui, par la voie de leurs députés, sont désormais en mesure de modifier l'ordre politique dans un sens conforme à leurs intérêts. Ici s'exprime, comme en 1810, une reconnaissance implicite de l'égalité des cités, dont on attend qu'elle se traduise sur le plan politique et institutionnel. Cet espoir est cependant déçu, car la Constitution de 1819 est l'œuvre d'un Congrès qui est retombé sous la coupe du pouvoir exécutif et de la capitale. Le texte prétend pourtant résoudre le dilemme auquel est confronté le

⁷ Extrait du "Mémoire" de Cornelio de Saavedra, cité par LEVENE (Ricardo), *Historia de la Nación Argentina (desde los orígenes hasta la organización definitiva en 1862)*, Buenos Aires, Imprenta de la Universidad, 1936-1942, 10 vol. tome V, vol. 1, p. 27.

pouvoir (sauvegarder la souveraineté des cités tout en fondant un État unitaire) par l'adoption d'un système original de bicamérisme. Dans ce système, le Sénat représente les corps constitués (provinces, clergé, armée, universités), tandis que la Chambre représente le *común*, c'est-à-dire les "citoyens sans qualités", sans privilège particulier. Dans une logique inverse de celle du modèle classique⁸, on présuppose que les députés représenteront non la Nation, mais leurs cités, et qu'ils défendront des intérêts locaux. Sans l'instituer véritablement, on reconnaît dans les faits une représentation des *pueblos*. C'est donc aux sénateurs que l'on confie le soin de "nationaliser" la représentation. Ce qui va du côté du "peuple" est placé sous le signe de la désunion, de la dissolution; tandis que la représentation des élites sociales, pensée de manière "transversale", est associée à l'idée d'unité et de concentration⁹. À cette date toutefois, comme cela s'était passé pour l'Assemblée constituante de 1813, le Congrès a cessé d'incarner pour les provinces leur participation réelle à la souveraineté. En 1820, elles ont à nouveau le sentiment d'être sous la coupe de Buenos Aires. Aux mêmes causes succèdent les mêmes effets: comme en 1815, et pour les mêmes raisons, les provinces font sécession tandis que le pouvoir central s'effondre. Cette fois-ci, Buenos Aires n'est plus en mesure de reprendre l'initiative et de reconstituer un État unifié: chaque province déclare alors l'indépendance et se dote d'une constitution propre. La pyramide des obédiences, maintenue tant bien que mal pendant la première décennie de la révolution, a cessé d'exister. Cette évolution brossée à grands traits permet de constater que chaque avancée de la représentation engendre, de manière paradoxale, des processus d'exclusion quant à l'exercice du pouvoir souverain. Le problème réside en ce que la représentation des *pueblos* ne peut être concédée pleinement, sauf à l'organiser politiquement ou à accepter la fragmentation de la souveraineté, qui en est le corollaire. Pourtant, c'est là que réside la dynamique même du processus révolutionnaire: la concession de la représentation aux niveaux inférieurs de la pyramide amène ces acteurs à réclamer leur part de souveraineté, voire à la conquérir par la force. C'est ainsi que les tensions entre la capitale et les cités principales se retrouvent entre celles-ci et les cités secondaires.

Cités principales et cités secondaires.

Au moment de la révolution, en 1810, Buenos Aires convoque des représentants des capitales d'intendance et des cités subalternes. En théorie, la rétrocession de la souveraineté aux *pueblos* a replacé ceux-ci sur un pied d'égalité, puisque c'est la qualité de cité en elle-même, et non son rang dans l'ordre administratif, qui la consacre comme partie constitutive de la "nation" et détentrice à ce titre d'une part de la souveraineté. Or, ce principe d'égalité menace dès l'origine la cohésion du vice-royaume. C'est en son nom, par exemple, que le gouverneur de Córdoba dénie à Buenos Aires le droit de prendre des décisions pour l'ensemble, déclarant que "si Buenos Aires, en tant que capitale du royaume, s'est crue autorisée à destituer les chefs [et] à en mettre d'autres à la place (...) Córdoba, en tant que capitale de cette province, se trouve autorisée à soutenir les autorités légitimement instituées et à rester indépendante de Buenos Aires"¹⁰. Au niveau des cités subalternes, l'adhésion à la Junte est plutôt vécue comme un moyen de rejeter leur sujétion vis-à-vis des capitales

⁸ Nous songeons particulièrement à l'exemple nord-américain. Voir LACORNE (Denis), *L'invention de la République. Le modèle américain*, Paris, Hachette, coll. "Pluriel", 1991, 319p.

⁹ Cette idée apparaît clairement dans cet extrait des débats au Congrès: "Les élus, en plus de l'affection particulière qu'ils doivent vouer à leur lieu de naissance, ont également de puissants motifs pour regarder du côté des [autres] provinces qui ont participé à leur nomination; c'est ainsi que leurs liens s'étendent peu à peu sur une sphère plus vaste, et que *leurs principes de conduite se nationalisent* (...) Les sujets qui seront élevés à ce rang auront mérité l'estime de la Nation pour les services qu'ils lui auront rendus, grâce auxquels ils se seront [également] faits connaître et aimer des provinces, et ils formeront une *école d'hommes nationaux* qui, aspirant par leurs services à l'estime générale des provinces, seront toujours les remparts de l'Union et, partant, de la liberté et de la gloire de l'État tout entier." (Session du 12/12/1818, RAVIGNANI (Emilio), *Asambleas Constituyentes argentinas*, Buenos Aires, 1937, vol.I, p. 403).

¹⁰ *Oficios de Juan Gutiérrez de la Concha al Cabildo de Mendoza y al Cabildo de Tucumán*, 17/06/1810, AHM Ind., 645-3 et FREYRE (Ricardo), *Tucumán en 1810*, Tucumán, 1909, p.77-80

d'intendance. Elles aspirent en effet à l'autonomie de gouvernement, espoir que la Junte, après avoir rallié leur suffrage, s'empressera de décevoir en réaffirmant la validité de la hiérarchie administrative. Par la suite, cette tutelle des cités principales sur les cités secondaires n'est jamais remise en cause, même dans les moments de relative déconcentration, voir de sécession vis-à-vis de Buenos Aires. Cela n'empêche pas les cités secondaires, à qui on a conféré la représentation, de s'arroger l'initiative politique. Par la voie des représentants élus à la *Junta Grande*, elles continuent de réclamer l'autonomie de gouvernement, l'indépendance vis-à-vis des capitales de province et la possibilité de choisir elles-mêmes leurs gouverneurs. Plus tard, lors des débats sur la Constitution de 1819, cet antagonisme cité capitale / cités subalternes se pose dans les termes suivants: la représentation doit-elle avoir pour cadre la province en tant qu'entité, ou chacune des cités qui la composent? Les députés doivent-ils être élus par une assemblée unique, réunie dans la capitale, ou chaque cité doit-elle élire ses députés, comme cela s'est pratiqué jusqu'alors? Ce qui est mis ici en cause, c'est la représentation des *pueblos* telle qu'elle se pratique depuis 1809. Constituer une assemblée électorale à l'échelle de la province signifierait l'adoption de la représentation proportionnelle. Mais, pour plusieurs députés, cette mesure reviendrait à confier la représentation de la province à la seule cité capitale. L'adoption de la représentation individuelle, qui peut apparaître comme un critère de modernité, est donc perçue par ces acteurs comme la perpétuation du système de l'ancien régime, où la cité capitale prenait des décisions pour l'ensemble de sa juridiction. Cet antagonisme, qui s'exprime au sein des assemblées sans trouver de résolution sur le plan constitutionnel, se fait également sentir sur le terrain de la pratique. Il trouve à s'exprimer dans le contexte de 1815, puisque le vide de pouvoir permet aux cités secondaires de s'affranchir des principales. C'est ce que fait la ville de La Rioja, à l'exemple de sa capitale de province, Córdoba: arguant du fait que celle-ci vient de faire sécession vis-à-vis du pouvoir central, La Rioja s'émancipe à son tour. Craignant que le phénomène ne se généralise, le nouveau gouverneur multiplie les contacts avec les autorités subalternes et s'efforce de les maintenir étroitement sous ses ordres. Une fois les indépendances provinciales proclamées en 1820, l'affrontement entre les cités capitales et les cités subalternes éclate au grand jour. En effet, le mouvement de 1820 représente l'affirmation de la souveraineté des *pueblos*, cette souveraineté dont la représentation politique s'est avérée incapable de les doter réellement durant la première décennie de l'indépendance. Comme en 1810-1811, la souveraineté des *pueblos* se révèle une arme à double tranchant, dans la mesure où le discours "fédéral", qui légitime l'indépendance des provinces au nom de la volonté du peuple, est indistinctement entendu par les capitales de province et les cités subalternes. Les autorités des capitales, pour leur part, se conduisent exactement comme Buenos Aires en 1810: craignant de perdre le contrôle de leur juridiction, elles déclarent fonder leur autorité sur la représentation, afin de préserver la cohésion de leur province. Lors de la formation des congrès provinciaux, les cités subalternes sont appelées à élire des représentants et à participer ainsi à l'exercice de la souveraineté. Mais les cités secondaires n'acceptent pas ce qu'elles considèrent comme une nouvelle subordination: se déclarant pourvues des mêmes droits que leurs capitales, elles déclarent l'indépendance à leur tour. Ainsi à La Rioja, au lieu de nommer un représentant qui se rend à Córdoba pour élire le gouverneur, les *vecinos* rassemblés le 1^{er} mars proclament, de manière significative, leur indépendance "vis-à-vis de Córdoba et de Buenos Aires"¹¹. Au cours de la première décennie de l'indépendance, les dirigeants du Río de la Plata s'appuient donc sur la représentation des *pueblos* sans leur concéder la souveraineté, ce qui érode peu à peu leur légitimité. Ainsi s'explique la dissolution progressive des structures de l'ancien vice-royaume. Cet effet pervers de la représentation est produit par sa dynamique même. Il s'enracine dans la prétention à l'égalité des cités, qui bouleverse les valeurs d'une administration fortement hiérarchisée. La théorie de la souveraineté des *pueblos*, que les révolutionnaires utilisent pour légitimer leur pouvoir, finit par être, en quelque sorte, victime de son succès. Loin d'incarner l'égalité des cités sur le plan institutionnel, la représentation ne fait qu'aiguïser leur désir d'autonomie. Ce que la représentation politique, censée

¹¹ Voir SEGRETI (Carlos), *El país disuelto. El estallido de 1820 y los esfuerzos organizativos*, Buenos Aires, Editorial de Belgrano, 1982, p. 60-62.

incarner l'unité nationale, produit dans cet espace (comme dans d'autres régions de l'Amérique hispanique), c'est donc une extrême fragmentation de la souveraineté¹². Dès lors, la construction de l'État-nation consiste à refonder, sur cette base, un gouvernement unifié, ce qui, dans le cas de l'Argentine, prendra plus de quarante ans.

CLÉMENT THIBAUD

Clément Thibaud, p. 27-46

→ Puissance et souveraineté : sur l'institutionnalisation des armées patriotes. Venezuela-Colombie, 1813-1821

Au cours de la guerre civile qui depuis 1810 oppose au Venezuela et en Colombie actuels les partisans de l'indépendance et les fidèles au roi d'Espagne, les premiers sous la conduite de Simón Bolívar, les autres sous celle du général Pablo Morillo, les années 1818-1821 marquent le tournant crucial où le sort de la guerre se joue.

Vient alors le temps où les corps de guerre pratiquant la guérilla, qui menaient un combat sans merci avec les armées espagnoles dans les territoires mal contrôlés du Bassin de l'Orénoque, ont été captés et intégrés *de jure* dans un système organisé et hiérarchisé selon des normes écrites stables. Ils ont été transformés en un ensemble désigné le plus souvent par le terme d'"armée régulière" obéissant à une logique d'État. Les troupes patriotes, dont la capitale et le siège d'état-major se trouvent à Angostura¹³ en Guyane, contrôlent presque toute la région des *Llanos*, grande plaine tropicale aux formations végétales de savane¹⁴ qui court de l'arrière-pays de Barcelona jusqu'au piémont andin des plateaux qui portent Bogotá. Par un mouvement d'approche indirecte¹⁵ d'une audace extraordinaire, elles vont conquérir la Nouvelle-Grenade¹⁶. Ce pas délicat franchi avec brio, les patriotes exploitent les ressources en hommes, les gisements fiscaux du territoire conquis afin de construire une sorte de *New Model Army* capable de mener la conquête des zones loyalistes du Venezuela, puis de descendre vers le Sud et d'attaquer la présidence de Quito - l'Équateur actuel - puis le Pérou, bastion royaliste.

L'approche évolutionniste, voire "progressiste", qui commande l'interprétation de ce moment déterminant pour l'indépendance des pays "bolivariens" est soutenue communément par l'historiographie dite "traditionnelle" ou patriote, celle des académies d'histoire et des militaires. Elle consiste à présenter les capitaines de la petite guerre des *Llanos* comme des caudillos sauvages locaux, certes utiles pour maintenir la flamme de la résistance après la destruction des armées de la

¹² Voir ANNINO (Antonio), "Soberanías en lucha", dans ANNINO (A.), CASTRO LEIVA (L.) et GUERRA (F.-X.), *De los imperios a las naciones*, Saragosse, 1994, p. 229-253.

¹³ Actuelle Ciudad Bolívar

¹⁴ IZARD (Miquel) , "Ni cuatreros, ni montoneros: Llaneros", *Boletín Americanista*, 31, 1981, Barcelone, p. 83-142, p.87 sq.

¹⁵ Que n'aurait pas renié Basil LIDDEL HART dans son ouvrage *Strategy*, New York, Frederick Praeger, 1955

¹⁶ Il s'agit, à peu de choses près, de la Colombie actuelle

Seconde République en 1814-1816, mais profondément hostiles à l'ordre républicain souhaité par les officiers éclairés groupés autour du Libertador Bolívar. On les présente comme des chefs de corps inorganisés et pillards aux habitudes clientélistes, à la volonté de puissance désordonnée, dont la simple existence nie la création d'un État de droit, universaliste, rationnel et codificateur. En ce sens, le temps des institutionnalisations aurait autorisé une juste et souhaitable progression des bandes entropiques aux bataillons réglés. Les représentations picturales exécutées longtemps après les faits montrent à loisir des corps bien rangés, bien armés et bien vêtus monter à l'assaut géométrique de leurs ennemis; elles témoignent du désir d'occulter le temps des guérillas pour constituer un monument de la mémoire nationale.

Au début du siècle, Laureano Vallenilla Lanz¹⁷ nuance le modèle en présentant le caudillo comme un gendarme nécessaire face au vide politique et à la désintégration sociale nés du conflit. A la manière d'un personnage enfanté par une ruse ironique de l'histoire, le caudillo est un mal inévitable qui fait pièce à la barbarie *historique et naturelle* des populations vénézuéliennes, à leur capacité infinie de fragmentation, à leurs tendances anarchiques et capricieuses. Dans une visée d'ordre, il règne par un mélange de clientélisme et de force brutale. Avec Vallenilla Lanz, la problématique avance d'un grand pas. Les caudillos de la guerre d'Indépendance font le pont entre l'Ancien Régime et la Révolution, en organisant un espace politique et social orphelin d'un principe organisateur transcendant - le roi. Mais certains postulats n'ont guère changé: non seulement le modèle "progressiste" persiste (de la meute aux armées réglées), mais la pensée -subtile et nuancée par ailleurs- de Vallenilla s'enferme dans une alternative stérile entre barbarie et civilisation, lourde de jugements de valeur implicites. Elle aboutit à des impasses. Les *llaneros* ne comprennent pas le phénomène urbain, aussi pillent-ils les villes, ils n'entendent pas la discipline, aussi massacrent-ils les populations civiles; ils sont idéologiquement peu engagés, aussi changent-ils de camp lorsque le vent tourne.

L'inversion de ces valeurs, tout aussi dommageable à la compréhension historique, a été utilisée comme motif obsédant par Juan Uslar Pietri¹⁸. Le *llanero*, dans sa pureté originaire rousseauiste, dans le déchaînement d'une violence égalisatrice et heureusement tournée contre les élites corrompues de Caracas, représente la personnalité populaire du Venezuela. Ils sont la vraie révolution - anti-bourgeoise, anti-capitaliste- même s'ils ne le savent pas. Enfermé dans une identité romantique, le *llanero* offre le prétexte à des développements autour de la franchise et de la droiture brutale du "peuple", qui cède parfois à la fascination de la violence. Ces conceptions ne sont pas exemptes de préjugés sur la nature et la constitution des secteurs dominés de la population, ces anges exterminateurs: violence naturelle, pureté rurale contre corruption urbaine, etc.

John Lynch, dans un article et un livre plus récents¹⁹ apporte des éléments décisifs dans l'analyse du moment de "l'institutionnalisation" de la guerre irrégulière. Son argumentation s'étaie sur une distinction première: d'un côté l'homme d'État Bolívar, ami des codes et des lois, de l'autre, les caudillos, amis de leurs amis et pères de leurs clientèles. Les idéaux-type de ces derniers sont Mariño -dans la version oligarchique- et Páez -dans la modalité "populaire". Voilà la nouveauté: loin d'entraver la marche vers l'État, ces caudillos, en organisant fermement leur segment de pouvoir, se seraient prêtés passivement à la construction d'une force armée régulière *ergo* d'un gouvernement central. Passivement? En effet, leur activité, trop circonscrite à l'horizon connu de leur territoire, appelait une

¹⁷ VALLENILLA LANZ (Laureano), *Disgregación e integración. Ensayo sobre la formación de la nacionalidad venezolana*, t.1, Caracas, Tip. universal, 1930 et *Cesarismo democrático, estudio sobre las Bases Sociológicas de la Constitución efectiva de Venezuela*, Caracas, Monte Avila editor, 1990.

¹⁸ Par exemple USLAR PIETRI (Juan), *Historia de la rebelion popular de 1814*, Edime, Caracas, Madrid, 1962

¹⁹ Par exemple USLAR PIETRI (Juan), *Historia de la rebelion popular de 1814*, Edime, Caracas, Madrid, 1962

coordination supérieure incarnée par la Libertador et ses officiers. Les caudillos dominaient la tactique, mais la stratégie était consubstantielle à la vision apollinienne des bolivariens. D'un côté la *furor* et l'*hybris* dyonisiaque du guerrier, de l'autre la réflexion froide et efficace du soldat. La représentation évolutionniste n'est toujours pas évitée. Elle se traduit sur le mode du manque, de l'imperfection. Il manque toujours quelque chose aux formations irrégulières: les formes institutionnalisées du pouvoir, qui sont par nature supérieures. D'autre part, le modèle expliquant l'adhésion des *llaneros* aux corps guerriers propose une évolution linéaire ayant pour point de départ le statut de fugitif, pour aboutissement celui de guérillero et pour point médian l'état de bandit²⁰. Mais le canevas est faussé par un présupposé partagé en outre par Miquel Izard²¹: le *llanero* est un hors-la-loi, ou plutôt un marginal, situé hors de l'emprise des pouvoirs traditionnels. Par son mode de vie propre aux pâtres des troupeaux sauvages, il aurait comme vocation prédestinée le combat à l'arme blanche. On voit que le modèle de la chasse sous-tend cette interprétation: l'habitant des plaines est un chasseur proche de la nature, frugal et résistant; les bandes qu'ils forment dans la guerre possèdent la même structure que les groupes de chasse de la vie "civile". Si les *llaneros* embrassent imparfaitement l'état militaire c'est parce qu'ils vivent la guerre comme ils ont toujours vécu leur vie violente et aventureuse aux marges de la colonie. L'autre présupposé consiste à penser que Bolívar abaisse les caudillos et forge une armée régulière pour forger un État impersonnel. Mais l'institutionnalisation lui profite, à lui et à sa clientèle: en un sens le processus est un moyen pour lui assurer la domination politique sur ses concurrents; il se comporte, en quelque sens, en véritable caudillo.

Ainsi, toutes les interrogations à propos de "l'intégration" des troupes irrégulières se déploient-elles à partir de l'idée sous-jacente que l'évolution vers des formes codifiées d'organisation est un progrès nécessité par le caractère imparfait, fragmentaire, chaotique des groupes combattants du *llano*. Quand bien même l'aspect positif de ces groupes serait maintenant souligné comme créateurs de liens politiques dans le cadre d'une société divisée par la guerre civile, l'horizon de l'analyse reste l'évolution bénéfique vers des formes stables -ou, du moins, mieux reconnues comme telles par l'historien qui les considère! Tout mouvement inverse est lu comme une involution.

La question que nous voudrions poser travaillerait plusieurs de ces difficultés. Comment se composent les forces des *llaneros* avec celles qui soutiennent Bolívar? Comment lier une machine de guerre itinérante, fondée sur des régularités non écrites -un code de l'honneur sourcilieux nourrissant le goût des duels- et un corps normé fonctionnant à partir d'ordonnements écrits et de lois? Comment incorporer la guerre qui délie et dénoue dans des institutions gouvernementales souveraines qui associent et joignent?

On imagine ce que ce type de questionnement doit aux travaux de Georges Dumézil, qui distingue dans la souveraineté politique deux versants: celui du roi-liege et celui du prêtre-législateur. Le Janus souverain s'oppose à la violence de la fonction guerrière car la souveraineté de l'État capture les volontés sans brutalité, elle est opposée primitivement à la guerre. C'est le rôle de l'État que de s'approprier les corps sans exercer de contrainte *visible* tandis que la puissance guerrière délie par la *furor* et assujettit par la force. Néanmoins, Puissance et Souveraineté entrent en composition: Mars n'est pas un Dieu guerrier mais un Dieu "législateur de la guerre"²². Ces catégories, bien entendu, ne

²⁰ LYNCH (John), " Bolívar and the Caudillos ", *op. cit.*, p.5

²¹ IZARD (Miquel), "Sin domicilio fijo, senda segura, ni destino conocido: los llaneros del Apure a finales del período colonial", *Boletín Americanista*, 33, Barcelone, 1983, p.13-83; IZARD (Miquel), "Sin el menor arraigo ni responsabilidad. Llaneros y ganadería a principios del siglo XIX", *Boletín Americanista*, 37, Barcelone, 1987, p.109-142; "Ni cuatreros, ni montoneros: Llaneros", *loc. cit.*

²² DUMEZIL (Georges), *Heur et malheur du guerrier*, Paris, Flammarion, 1985, p. 55-60 et les analyses de ce livre in DELEUZE (Gilles) et GUATTARI (Félix), *Mille Plateaux*, Paris, Minuit, 1980, chap. 12

constituent pas le fond archaïque des pensées de nos *llaneros*, mais ont une valeur heuristique pour penser les processus contradictoires qui traversent l'intégration ou, mieux, la collaboration des organisations irrégulières à une forme nettement hiérarchisée et réglée de pouvoir. Les fonctions duméziliennes opposent le guerrier tout autant au soldat qu'au prêtre et au roi. Nous les formulerions comme trois processus distincts, qui parfois entrent en composition, mais qui le plus souvent s'opposent: devenir-souverain, devenir-législateur, devenir-guerrier (devenir-soldat à la jonction des deux derniers devenirs).

Formes de guerre et formations guerrières

Comprendre le processus d'institutionnalisation commence par une tâche toujours négligée: celle de savoir qui étaient les *llaneros*. Une étude des origines des combattants ayant appartenu aux corps qu'ils formaient, comme le bataillon *Bravos de Páez* et les escadrons *Caballerías del Alto Llano*, montre que près de la moitié n'était pas originaire des plaines de l'Orénoque, mais des villes de la côte, des cités intérieures de la Nouvelle-Grenade: Mompós, Bogotá, Popayán²³. Le "llanero" et les "llaneros" sont donc un concept réifié, qui englobe dans une ethnicité fantasmée des gens très différents. Le mode de combat -guérilla, guerre irrégulière - n'est pas plus à inférer d'une commune origine géographique. Si l'affinité des *llaneros* militaires avec un mode de vie civil fondé sur la pratique de la chasse reste évidente -aller se battre contre les Espagnols se disait "aller aux taureaux"- il ne concerne qu'une partie des hommes. Plus: il serait intenable de soutenir que la guerre ne transforme pas le mode de vie, la sociabilité, les hiérarchies sociales, le rapport à la loi de ces "llaneros". Un *llanero* guerrier n'est pas le même homme que le rude mais pacifique pasteur des plaines. Cela vaut aussi pour le territoire: bien que situés aux marges de l'espace peuplé, les *llanos* avant la guerre n'étaient pas un lieu vide où des bandits semaient continûment la terreur²⁴. D'après un recensement de 1787, on ne compte pas moins de 716 haciendas, 12 *ciudades* et *villas*, 7 *pueblos de españoles*, avec presque 33 000 habitants hors des missions et près de 43 000 Indiens, pour un territoire il est vrai bien vaste, à peu près grand comme la France²⁵. Il y existe une vie "normale" hors du vol de bétail et des activités délictueuses; des communautés d'habitants placides qui ne sont pas formées en bandes ni en meutes de guerre.

La transformation de l'espace en zone conflictuelle remonte à 1813 lorsque le colonel espagnol Boves formalisa une Vendée anti-républicaine autour des vallées du Guárico. Nulle appétence innée n'instaure la bonté des *llaneros* pour la petite guerre; elle est en tout point historique. Boves ne fut pas plus un caudillo sauvage menant des troupes déchaînées, mais un officier régulier de la Couronne qui conduisit des armées différenciées suivant les trois armes, capables de mener de longs sièges (Valencia), de produire un effort continu de plusieurs mois sans que ses troupes ne se débandent. Même si certains corps de cavaliers gardaient le style de combat propre à la vie des chasseurs, ils étaient pris dans un devenir-soldat instauré par la nécessité de lutter contre des armées puissantes loin de leurs bases. S'ils suppléaient, comme l'a magistralement montré Germán Carrera Damas²⁶, l'absence de train par la pratique du pillage des villages traversés, donnant parfois une nouvelle dimension politique à la guerre civile, formant dans leurs excès un bouquet de haines et de rancoeurs

²³ Prosopographie personnelle fondée sur l'analyse de 185 états de service de la série Hojas de servicio des Archives Générales de la Nation de Bogotá et de Caracas

²⁴ Miquel Izard le laisse parfois à penser. "Ni cuatrerros, ni montoneros: Llaneros", *loc. cit.*, p.120.

²⁵ "Estado General de la Nueva Provincia de Barinas que manifiesta el numero de sus Pueblos de todas clases...", *Archivo General de Simancas, Secretaría de Guerra, 7172*, dossier n°31, fol. 5-6.

²⁶ CARRERA DAMAS (Germán), *Materiales para el estudio de la cuestión agraria en Venezuela (1800-1830)*, vol. 1, Caracas, Universidad Central de Venezuela, 1964

inouïes, ils n'en restaient pas moins fermement organisés autour d'une hiérarchie, différenciés suivant des logiques corporatives²⁷ et fonctionnelles, qui se complétaient sinon harmonieusement du moins efficacement.

La première expérience *llanera* de la violence eut lieu sous la conduite des "Espagnols". Elle impose le territoire des Plaines comme un lieu stratégique qu'il faut contrôler pour son abondance d'excellents guerriers et sa qualité de refuge inexpugnable. Dès lors, le caudillo républicain Páez déploie toute son activité pour capter cette ressource, après 1815. Tous les témoignages, loyalistes comme patriotes, concordent sur ce point²⁸ : José Antonio Páez a capté peu à peu l'armée de Boves; il a profité de l'inversion de la loyauté politique des *llanos*. Cette affirmation nous semble juste à condition d'ajouter que l'armée que Páez a peu à peu constituée dans les plaines occidentales du haut bassin de l'Orénoque, autour des villages de San Juan de Payara, de Guasualito, ne se limitait pas à ces *llaneros* transfuges, mais qu'un noyau d'officiers, qui en formait l'armature, avait des origines très diverses: beaucoup avaient fui de Nouvelle-Grenade la déroute des armées de l'Union des Provinces-Unies, certains celle des armées bolivariennes à la fin de 1814.

Pour entrer plus avant dans l'analyse des groupes armés, il faut distinguer le mode de combat pratiqué (forme de guerre) et la structure de l'organisation des corps. Si les petits groupes de vingt cinq à trente personnes pratiquent volontiers la guerre de guérilla, faite de surprises et de coups de mains, les lourds régiments de mille hommes livrent plus souvent des combats réguliers. Pas toujours: des formes mixtes sont toujours possibles; probables dans le cas qui nous intéresse. Car la guerre d'Indépendance au Venezuela et en Nouvelle-Grenade ne mobilise que de petites armées: des guérillas coalisées, sur un terrain favorable, peuvent fort bien regrouper deux mille hommes et tenir tête à des armées de vétérans d'égale taille. En revanche, de la forme de guerre, on ne peut pas toujours inférer la conformation organisationnelle des corps. Aussi faut-il cheminer avec prudence dans les lacunes des sources, les ellipses, les silences de l'histoire patriote, qui préfère ignorer les épisodes les plus intimes, minuscules, infâmes²⁹, et pourtant décisifs, de cette histoire des petites guerres dans les plaines. Il convient de ne pas tomber non plus dans le piège de l'évolutionnisme, et lire les développements qui suivent en abandonnant l'idée de toute supériorité d'une configuration sur une autre; aussi bien y en a-t-il de mieux adaptées à certains combats et pas à d'autres.

Nous voudrions bâtir une typologie des dispositifs combattants comme logiques organisationnelles. Le premier dispositif est la *meute*, nommée ainsi à la suite d'Elias Canetti³⁰. C'est une bande de moins d'une centaine de personnes, cavaliers pour la plupart, sous le commandement d'un chef très puissant. La discipline y est lâche, mais l'obéissance ponctuelle forte. La meute résiste au temps par un libre décret de ses membres, qui peuvent désertir à tout moment. Elle subsiste de manière itinérante sur un pays qu'elle contrôle souplement, ayant l'avantage sur les troupes adverses de la continuité, d'une présence vague et têtue, favorisée par la population. La hiérarchie y est écrasée vers le haut; l'échelon des grades raccourci, et les galons généreusement octroyés. Elles forment un tout

²⁷ Sur la base du pueblo: ainsi chaque corps de cavalerie avait-il le nom du village d'où il provenait.

²⁸ Il serait fastidieux de les citer tous dans le cadre de cet article. Le témoignage de l'intéressé et de son ennemi Pablo Morillo nous suffisent. PÁEZ (José Antonio), *Autobiografía*, New York, H. R. Elliot Co., inc. 1945, t. 1 [1867], p.123 et une lettre de Morillo cité dans RODRIGUEZ VILLA (Antonio), *Don Pablo Morillo, primer Conde de Cartagena, Marqués de la Puerta (1778-1837)*, Madrid, Establecimiento Tipográfico de Fontanet, impresor de la Real Academia de la Historia, 1908, "A los habitantes del pueblo del Guayabal", Nutrias, 27 janvier 1817, t.III, p.264-265 et Morillo à Moxó, Calabozo, 15 mars 1817, t.III, p.288-289

²⁹ Au sens étymologique...

³⁰ CANETTI (Elias), *Masse et puissance*, Paris, Gallimard, coll. "Tel", 1966, p. 95 sq.: "La meute".

parfait, sans besoin de légitimation de la part d'instances surplombantes. Le capitaine anglais Vowell, fugitif dans les *llanos* en 1818 en donne une description pleine de pertinence³¹ :

"Il régnait parmi ces hommes un air d'égalité parfaite qui me fit soupçonner qu'ils ne pouvaient être compris parmi les troupes régulières. Ils ne montraient de déférence qu'à un seul d'entre eux. Cet homme privilégié était un nègre de haute taille, aux formes musculaires, dont la figure était sillonnée par plusieurs balafres, et qui ne comptait que trois doigts de la main droite. Leur habillement, quoiqu'il ne fût pas uniforme, était très bien en lui-même, et était évidemment le fruit du pillage. Tous étaient armés de carabines, de lances et de sabres, et portaient des valises de dragons derrière leurs selles. Mon ami Artaona, auquel je m'adressai pour obtenir des renseignements sur leur compte, me dit que ce détachement faisait partie de la guérilla del Palmar, qui avait pour chef le fameux Bicentico [Vicente] Hurtado, dont j'avais souvent entendu vanter les exploits, et qui n'était autre que le noir dont je viens de faire le portrait. Je ne doutai point alors que je ne fusse au milieu de véritables bandits qui avaient usurpé le titre honorable de guérilleros. Ils étaient, du moins, en bonne intelligence avec Bolivar, quoiqu'ils eussent éludé plusieurs fois l'ordre qu'il leur avait donné de rejoindre l'armée. Il est vrai qu'alors ils se contentaient de piller les royalistes; mais les patriotes étaient respectés dans cette partie du pays, il est permis de croire que c'est parce qu'ils n'avaient rien qui tentât la cupidité de Hurtado et de sa troupe."

Ces hommes n'actualisent pas la structure militaire *naturelle* des *llaneros*. Non seulement, ils n'ignorent pas les différences entre les partis, mais ils en usent, pillant les loyalistes, pour survivre. Ils ne forment pas plus une île solipsiste puisqu'ils n'ignorent ni l'existence de Bolívar ni celle du reste des forces républicaines. Ils sont bien armés, et utilisent du matériel des troupes régulières (les valises de dragons). La domination du chef, qui fait tenir le groupe, est de type clairement charismatique: Hurtado a montré sa vaillance, sa capacité au combat, sans doute sa férocité comme l'attestent des signes corporels; on peut lui faire confiance lorsque l'affaire tourne mal.

La carte que traceraient les guérillas figurerait des zones aux contours indistincts, mais où les itinéraires dessineraient des lignes reliant certains points privilégiés, hors de l'emprise des autres formes de puissance, élus pour leurs propriétés politiques et territoriales. La guérilla affecte des qualités aux territoires: tel village nous est favorable, telle rivière nous protège de la poursuite, telle plaine permet un combat à coup sûr gagnant, tel bosquet éloigné offre un campement abrité des ennemis. Elle lie naturellement le politique et le géographique. Páez pense ainsi que les déserts appellent spontanément l'indépendance, qu'ils sont républicains par essence³².

Son mode de fonctionnement, souple, fondé sur des liens personnels forts mais non univoques, est en tout point opposé à celui des *armées régulières*: il ne faut pas voir une progression entre les guérillas et l'armée, ni même une évolution naturelle, mais des corps étrangers, dont les logiques s'opposent sur le fond. La discipline du bataillon s'oppose à l'obéissance, bâtie sur des liens de réciprocité, des meutes de guerre. La meute ne cherche pas l'anéantissement de l'adversaire, mais son effondrement stratégique, par une guerre d'usure où sa cohésion supérieure, l'économie des ses forces, son incomparable adaptation au territoire, lui donnent un avantage décisif.

Nous ne pouvons, dans le cadre de cet article, insister sur le mode de fonctionnement particulier de l'armée institutionnalisée; mais ce qui lui donne consistance est son rapport à la loi, alors que la meute répond à un ensemble de règles particulières et changeantes, dont la plus importante est sans doute un subtil code de l'honneur et de la bravoure. La meute suit des régularités qu'elle fabrique en relation avec les coutumes (de chasse, de sociabilités) tandis que les soldats suivent, même sans le savoir, une ordonnance écrite: le rapport à la rationalisation imposée par tout signe scripturaire témoigne d'un

³¹ *Campagnes et croisières dans les Etats de Vénézuéla et de la Nouvelle-Grenade*, par un officier du 1^o régiment de lanciers vénézuéliens, traduit de l'anglais, Paris, 1837, p.111. Le livre, anonyme, est unanimement attribué au capitaine Vowell.

³² PÁEZ (José Antonio), *Autobiografía*, op.cit., t. 1, p.101.

rapport à la souveraineté légitime. Lier les hommes dans un tissu d'obligations où leur vie est en jeu, prélever des ressources fiscales ou nourricières: l'armée régulière se nourrit de ces processus souverains qui organisent le territoire.

Le rapport à l'espace en est changé. Alors que la guérilla affecte des qualités au territoire dans l'immédiateté, l'armée régulière appelle une transformation des espaces dans le temps. A son passage, il faut *prévoir* le ravitaillement, construire des routes, bâtir des casernements. Son mode de fonctionnement n'est pas le pillage: elle a besoin d'un fisc qui lui permette de prélever l'argent distribué aux soldats; pour s'armer, elle doit bâtir une production de munitions, passer des contrats avec des étrangers pour acheter des fusils et des carabines. Son accointance aux deux fonctions souveraines - royale et législative- est manifeste. Elle géométrise l'espace pour éviter toute déconvenue, pour le balayer à loisir dans la transparence, alors que le secret accompagne tous les mouvements des irréguliers. En réalité, l'armée régulière reste un rêve dans l'esprit des officiers professionnels jusqu'à la conquête de la Nouvelle-Grenade.

Il existe une troisième forme des dispositifs guerriers. Elle se comporte parfois comme un amas de meutes réunies autour de présences fortes et charismatiques: Páez, Zaraza, Cedeño, Monagas, mais sa nature est autre, puisqu'elle comporte un centre qui donne les impulsions d'ensemble, et qui fixe, pour chaque cellule, à la manière de l'ADN, le code implicite du fonctionnement. On pourrait nommer cette configuration: *refuge guerrier*. Composé souvent de plus d'un millier d'hommes, différencié autour de plusieurs armes³³, il articule ses activités autour de trois fonctions: d'abord il constitue un abri pour les nombreux migrants arrachés à leur vie normale par la persécution et la vengeance politique, d'où la présence de nombreuses femmes et la constitution de villages de fortune qui perdurent parfois de nombreuses années à l'image de l'île d'Achaguas. Ensuite il s'impose comme une machine de guerre défensive qui tient un territoire par la constitution d'un maillage souple de corps disséminés, nommés *partidas*, qui pratiquent la guerre d'observation et de harcèlement. Leur principale activité est de recruter des hommes de force³⁴. La troisième fonction renvoie aux attributions de la souveraineté: il s'agit d'extraire sur un vaste territoire les éléments nécessaires à la survie de la machine de guerre itinérante, mais aussi d'organiser la production du bien le plus précieux, mis à part les armes: les chevaux pour les cavaliers et le bétail nourricier.

La grande différence du refuge avec les guérillas est sa capacité à utiliser plusieurs types de tactiques. Il peut ainsi livrer des batailles régulières lorsque les circonstances le nécessitent, même si le cadre général de sa grande stratégie est indirect. Il ne cherche pas à détruire directement les forces de l'adversaire, mais ne refuse pas le combat frontal lorsque les chances de vaincre semblent bonnes.

La hiérarchie y est marquée, mais l'abondance relative des officiers laisse à penser que les grades n'y sont pas fonctionnels mais honorifiques: la domination charismatique se nourrit des signes du prestige militaire: elle renvoie donc, en ce sens, à l'armée régulière. Surtout, elle est souvent inversée par rapport à la hiérarchie sociale: l'ancien *hacendero* Pulido, qui employait Páez à Barinas avant la guerre se trouve subordonné à lui, comme commissaire de guerre. La plume de José Antonio Páez compare à juste titre l'expérience de sa machine de guerre à celle de l'Exode, lui en "pauvre Moïse" - sans pouvoirs miraculeux, "sans nuage de feu qui [les] guidât sur le chemin", Morillo en Pharaon³⁵. La comparaison biblique éclaire l'aspect patriarcal du pouvoir du chef, la nature civile et militaire du refuge guerrier. Elle évoque le moment de déterritorialisation des hommes et des femmes du

³³ Páez crée son premier bataillon d'infanterie Bravos de Páez à la fin de 1816, ou au début de 1817. Voir *Autobiografía, op. cit.*, p.117.

³⁴ Là est la différence décisive avec la guérilla.

³⁵ *Ibid.*, p.97

Venezuela entre 1815 et 1821 dans les *llanos*. Là se construisent de nouveaux rapports d'hommes à hommes, hiérarchisés selon l'aptitude plus ou moins grande à "faire survivre" dans un monde de violence extrême et de pénurie généralisée.

Composition des trois formes et déliaison

La triade typologique permet de comprendre l'activité de Bolívar et de Santander entre 1818 et 1819. Après l'échec de la campagne de 1818 contre Caracas, due en grande partie à la désobéissance des caudillos des refuges guerriers, Simón Bolívar choisit de se passer de ces chefs lunatiques pour constituer, presque de toutes pièces, une armée dans le Casanare -région du piémont andin colombien- capable de renverser les indigentes troupes de la Nouvelle-Grenade. Il s'agit du moment décisif des guerres d'indépendance: ce plan aboutit à la bataille de Boyacá qui ouvre les portes de Bogotá aux patriotes. La maîtrise de la capitale leur assure les ressources fiscales d'un territoire vaste et riche, à peu près épargné par la guerre, un recrutement aisé des hommes, la légitimité que donne la conquête d'une capitale de vice-royauté. Boyacá permet à Bolívar la fondation réelle d'un gouvernement de guerre dont il avait rêvé sans pouvoir le construire.

Aussitôt une observation s'impose: la conquête de la Nouvelle-Grenade se fait sans les principaux caudillos des plaines, sans leur accord, sans leur participation directe. À la recherche d'une armée apte à renverser les troupes loyalistes du vice-roi Sámano dans un terrain montagneux qui donne un avantage décisif à l'infanterie sur la cavalerie, Bolívar et Santander vont conduire la création de corps de ligne disciplinés, en s'appuyant sur les officiers issus des vieilles familles des cités. Ces derniers étaient les seuls, bien entendu, à connaître les évolutions complexes des bataillons à pied, les ordonnances, la discipline, la loi écrite des corps. Cette démarche, qui résonne comme la revanche des élites traditionnelles, est d'une extraordinaire témérité dans son exécution. Santander est ainsi envoyé seul au Casanare exiger l'allégeance du caudillo local³⁶ et sa coopération pour former deux bataillons de soldats (*Constantes de Nueva Granada* et *Primer batallón de línea de Nueva Granada*). Il s'oppose de front aux logiques de meutes et de refuge guerrier, à la Puissance des chefs - Páez ne le fait-il pas arrêter sur son chemin?- et réussit à bâtir son armée de mille hommes en moins d'un an. Sans moyens, avec pour seule légitimité une commission de Bolívar³⁷, à coups de règlements, d'ordres, Santander engage un processus de captation des meutes afin de les discipliner et de les instituer dans le cadre d'une ordonnance (législation de la guerre, selon les fonctions duméziliennes).

Comment un succès si improbable s'est-il construit, comment un tel miracle a-t-il été possible?

Santander a trois atouts. Le premier se fonde sur le caractère évanescent de l'autorité du caudillo de meute ou de refuge guerrier. La désertion est endémique, l'obéissance floue, et conditionnelle. Peu à peu, le capitaine va désirer inscrire - au sens propre parfois, grâce aux règlements, à l'écriture- son pouvoir dans des rouages réguliers qui lui permettent de contraindre *légitimement*, se targuant d'une

³⁶ Il se nomme Arredondo. Il est entouré d'une nébuleuse d'autres chefs, avec qui il est en compétition.

³⁷ Bolívar le nomme "commandant en chef de l'avant-garde de l'armée d'avant-garde [sic] du Libertador de Nouvelle-Grenade, qui doit se former dans la province de Casanare" Sur tout ce processus, consulter les documents regroupés dans SANTANDER (Francisco de Paula), *Diarios de campaña, libro de ordenes, y reglamentos militares 1818-1834*, Bogotá, Biblioteca de la Presidencia de la República, 1988, p.8.

transcendance de la loi écrite, et captant des brides de légitimité souveraine. Le caudillo militaire est clivé: comme maître de la puissance violente, il a fondé sa légitimité charismatique, mais cette dernière s'avère trop instable pour pérenniser sa domination sur les hommes. Il souhaite donc bénéficier *aussi* des mécanismes impersonnels de légitimation dont il veut capter la puissance symbolique - le Règlement, la Compétence militaire, l'État. José Antonio Páez accuse réception en 1817 des deux volumes de l'ordonnance que lui envoie l'état-major de l'armée. Par une hyper-correction de parvenu, il se révèle en 1820 et 1821 un parfait élève quant au contrôle administratif: c'est lui qui envoie les états de ses troupes le plus régulièrement et le plus exactement au secrétariat d'État à la guerre, c'est lui qui respecte le mieux les formalités bureaucratiques, produisant par ailleurs une correspondance avec ses supérieurs pleine de subtilité et de finesse.

Le second atout de Santander se déduit de la demande des caudillos. Lui seul et les officiers professionnels qui lui ressemblent sont versés dans les arcanes de la science de l'état-major³⁸, eux seuls peuvent réaliser la formalisation des groupes irréguliers sur le mode administratif. D'abord en cassant les meutes et répartissant les hommes entre divers bataillons et escadrons - *amalgame*³⁹, parfois en reconnaissant une part d'autonomie aux groupes déjà constitués - *incorporation*. Une double hiérarchie structure ainsi ces corps: l'une, dite "naturelle", respecte la hiérarchie interne des ensembles incorporés; l'autre est réglementaire. Un *capitán natural* double ainsi le capitaine de la compagnie⁴⁰. Enfin, Santander régularise en "promouvant" des chefs modestes du refuge guerrier, comme Arredondo, fait lieutenant-colonel de son corps irrégulier⁴¹, lui-même transformé en bataillon de chasseurs - *embrigadement*. La "normation" du corps d'Arredondo est exécutée par un des amis de Santander, Joaquín París, nommé chef d'état-major. L'officier savant remplacera le caudillo quelques mois plus tard à la tête du bataillon. París s'appuie sur les articles de la quinzaine de règlements émis dans les premiers mois de 1809 par l'état-major général, qui tous, à la manière d'une basse obsédante, réitèrent les mandements à propos de la discipline et du nécessaire assujettissement des caudillos (en les privant de toute autorité hors des camps, par exemple). "Art. 76 [!] -Par ordre du général, aucun officier ne pourra commander un soldat hors du campement, ni même son assistant"⁴². On les désoriente en faisant référence à une norme mystérieuse qu'ils ne peuvent bien maîtriser: "l'article 1), traité 2), titre 4) de l'ordonnance générale stipule que..."⁴³.

Enfin, son dernier atout vient de l'accès aux ressources des institutions "souveraines". En d'autres termes, lorsqu'il partit d'Angostura le 27 août 1818, il conduisait mille fusils et trente quintaux de poudre, achetés par *contrat* aux Anglais, aux Allemands, aux Hollandais via Trinidad et Curaçao. Si Páez peut se permettre de s'approvisionner sur l'ennemi vaincu, d'autres souhaitent une fourniture moins chaotique. Ajoutons que l'arrivée de nombreuses troupes anglaises à Angostura, ayant combattu pendant les guerres napoléoniennes, crée la première base stable de l'armée "personnelle" du Libertador, impressionne les chefs des *llanos*.

³⁸ Leur modèle est un ouvrage français, écrit par un officier des armées révolutionnaires, qui explique à la manière d'un manuel comment fonctionne l'administration des armées. Voir THIEBAULT (Paul), adjudant-général, *Manuel des adjudans-généraux et des adjoints employés dans les États-Majors-divisionnaires des Armées*, Paris, Magimel, 1801 [an Huit].

³⁹ Sur la distinction entre amalgame, embrigadement et incorporation, voir BERTAUD (Jean-Paul), *La révolution armée. Les soldats citoyens de la Révolution française*, Paris, R. Laffont, 1979, p.166.

⁴⁰ "Libro de órdenes generales, 1819", in SANTANDER (Francisco de Paula), *Diarios de campaña, libro de ordenes, y reglamentos militares 1818-1834, op. cit.*, ordre du 13 juillet 1819

⁴¹ Avant de s'en débarrasser

⁴² Ordre du 19 avril 1819 in SANTANDER (Francisco de Paula), *Diarios de campaña, libro de ordenes, y reglamentos militares 1818-1834, op. cit.*

⁴³ Ordre du 20 février 1819, *Ibid.*

Mais ces atouts ne servent qu'une institutionnalisation limitée. L'armée que construit Santander ne groupe qu'un petit nombre d'anciennes meutes de guerre. Elle se fait loin des refuges, même si Páez confie un de ses bataillons et quelques escadrons pour la campagne de 1819. Ces derniers appuient la lutte militaire conduite par les troupes levées en Nouvelle-Grenade à partir de 1819-1820, mais elles ne s'amalgament pas à l'armée. Elles s'y intègrent avec leur propre structure. Avec le temps, le refuge adopte des formes de contrôle bureaucratiques sur les hommes, mais il n'en garde pas moins une hiérarchie propre. L'armée régulière et les refuges captent les guérillas, puis s'institutionnalisent de l'intérieur sans se mêler ni s'intégrer pleinement malgré des stratégies de rotation des hommes qui tentent de briser les indurations dans la logique étatique que constituent les corps des caudillos charismatiques.

Le processus qui unit pour un temps les trois formes guerrières, meute, refuge, corps régulier se produit sans l'amalgame des hommes qui avaient fait la guerre irrégulière de 1815 à 1819. Il y a association, mais limitée. La composition des trois formes est aussi réversible, dans la mesure où l'amalgame est brisé par la désertion des soldats habitués à la semi-liberté⁴⁴, où l'incorporation est défaite par la défection des corps agrégés, et où l'embrigadement suscite la résistance des caudillos pris dans la nasse d'une administration qu'ils estiment inutile et dont ils ne peuvent accepter les effets. Outre la centralisation du commandement, la dépersonnalisation des ordres, l'absence de contrôle des avancements les privent des outils de leur puissance: ils ne peuvent plus distribuer de gratifications à leurs affidés. Leur tempérament à la Folard, tout d'exécution, condamne l'expectative tactique de l'infanterie de ligne. Ils n'appartiennent pas au même monde militaire, même si parfois ils ont les mêmes origines sociales que les officiers réguliers.

Ainsi s'expliquent les difficultés rencontrées par Bolívar et Santander pour capter et formaliser les groupes armés après la victoire de Carabobo qui ouvre la route à la conquête de Caracas (1821). Les exigences de la guerre avaient fait tenir un assemblage en bien des points monstrueux, qui éclata une fois que la contrainte des combats s'évanouit. Les meutes et les refuges constituèrent alors les bases de clientèles politiques verticales, qui allaient communiquer un rythme violent à la politique des pays indépendants puis aboutir à l'éclatement du songe bolivarien d'unité des pays de la Grande Colombie. Il ne s'agit pas d'une involution, mais d'une résurgence des formes guerrières, transformées par les nouvelles nécessités de la conjoncture. Reste à savoir comment ces organisations mutent avec la paix, non seulement pour savoir si les ex-guerriers formèrent des réseaux d'entraide politique -ce qui est avéré- mais aussi comment les types de liens créés dans les diverses configurations informèrent ces réseaux, et pourquoi pas, comment l'expérience guerrière de chaque ensemble instruisit différenciellement les pratiques politiques, tant du point de vue des élites que des gens de peu. Après tout, l'accoutumance à certaines formes de violence a conduit à une "brutalisation" des moeurs qui tendit à instituer comme légitimes la négation du droit des gens et l'usage du coup de force dans la pratique politique. Cette accoutumance eut des visages variés suivant l'appartenance: citadin ou paysan, civil ou militaire, membre de meute ou soldat régulier, exilé du refuge guerrier ou fugitif dans les colonies.

⁴⁴ A titre d'exemple, lors de la formation des deux bataillons d'infanterie dans le Casanare, sur un total de 982 hommes, du 22 mars au 13 juin 1819, 246 hommes ont déserté ou ont été portés malades, soit un taux "d'inutilité" impressionnant de 25% en deux mois, soit à peu près un rythme d'effritement de 10% par mois. A ce rythme, l'armée disparaîtrait en moins d'un an. SANTANDER (Francisco de Paula), *Diarios de campaña, libro de ordenes, y reglamentos militares 1818-1834, op. cit.*, "État des forces", p.82-83.

Elisa Cardenas-Ayala, p. 47-58

→ L'espace politique mexicain, modernité et autoritarismes

L'existence d'un espace politique moderne dans le Mexique contemporain est une question qui traverse toute interrogation sur sa vie politique, que ce soit dans une perspective historique ou bien lorsqu'on considère son actualité. On ne saurait lui donner une seule réponse affirmative ou négative, sans réduire ainsi la complexité du système politique mexicain à un fonctionnement extrêmement simplifié.

La réponse ne peut donc que se décliner en de multiples nuances, qui tiennent compte de la diversité des acteurs et de la complexité du tissu relationnel existant entre eux, ainsi que d'une culture politique dans laquelle se confondent et se fondent les formes d'une pratique politique traditionnelle avec celles de l'emprunt d'un modèle, celui de la modernité libérale, de sa mise en pratique, adoption, apprentissage et adaptation. Du point de vue de l'histoire, l'espace politique mexicain contemporain est, comme tout autre, un espace en construction permanente. Si, au XVIII^e siècle, les réformes bourbonniennes de l'Empire espagnol sur l'administration marquent un premier moment essentiel dans l'histoire de la modernisation de cet espace, dans le Mexique indépendant du XIX^e, le triomphe des libéraux dirigés par Benito Juárez sur les armées de Napoléon III et ses alliés mexicains (les conservateurs), en 1867, décide de l'implantation "définitive" du modèle de nation libérale consacré dans la Constitution de 1857⁴⁵.

À partir de ce triomphe, le modèle libéral d'une nation d'individus, soutenu énergiquement par une élite modernisatrice, devra affronter dans la pratique une réalité sociale et politique fortement marquée par la présence et les logiques d'acteurs collectifs⁴⁶. Le résultat de cette interaction, c'est un espace politique modernisant, dont on ne peut toujours qualifier le fonctionnement de "moderne", (en ce qui concerne notamment la constitution de l'individu en citoyen).

Un des moments privilégiés pour l'analyse du fonctionnement de l'espace public mexicain et du processus de construction d'un espace politique moderne est celui de la chute de la dictature de Porfirio Díaz, en 1911.

Le général Porfirio Díaz est arrivé au pouvoir en 1876, après avoir renversé, par une rébellion militaire, le gouvernement légitime de Sebastián Lerdo de Tejada. Il exerce, jusqu'en 1911, un pouvoir autoritaire de plus en plus étendu, légitimé par une légalité de façade fondée sur des réélections régulières, et justifié par les besoins de paix d'une société exsangue, au sortir de plus d'un demi-siècle de guerres civiles et internationales. Le régime de Díaz, qui mit enfin en pratique certains des principes libéraux de la Constitution de 1857 (notamment en matière économique), se consolida grâce à la mise en sommeil de son contenu conflictuel (notamment les lois de Réforme⁴⁷ et tout

⁴⁵ La fin de l'aventure impériale de Maximilien de Habsbourg représente la défaite totale, militaire et politique, des conservateurs et rend à la Constitution promulguée en 1857 toute sa valeur symbolique et juridique.

⁴⁶ Voir à ce sujet, GUERRA (François-Xavier), *Le Mexique. De l'Ancien Régime à la Révolution*, Paris, L'Harmattan-Publications de la Sorbonne, 1985.

⁴⁷ Ces lois, promulguées entre 1861 et 1863, consacrent le programme libéral de laïcisation de la société (relégation du religieux aux espaces privés, création de l'état civil) et d'individualisation de la propriété

particulièrement celles qui concernaient les restrictions imposées au culte religieux dans le prolongement de la séparation de l'Église et de l'État posée par la même Constitution).

Le régime porfirien, à l'apparence si solide, succombe en 1911 aux attaques d'un mouvement anti-réélectionniste, le madérisme (du nom de son dirigeant, Francisco I. Madero), d'abord politique et urbain, puis soutenu très largement par les masses rurales. Cette chute s'accompagne de l'émergence d'un espace public moderne, caractérisé par un espace politique enrichi de nouveaux acteurs, notamment (pour ce qui ici nous intéresse), d'une opposition politique organisée et ouverte, structurée en partis. L'importance de ce que l'on peut bien caractériser comme une explosion, ne peut se comprendre qu'à partir de la caractérisation d'un espace public porfirien, dans lequel ces nouveaux acteurs, tout comme les nouvelles dynamiques, plongent leurs racines.

Un espace balisé

Lorsqu'on considère le porfiriat dans la continuité de l'histoire mexicaine depuis l'indépendance, il ressort que l'espace public qui lui est propre a une définition particulière, issue d'une part du processus de maturation de formes modernes de sociabilité et de l'importance attachée à la vigueur d'une fiction démocratique, mais aussi d'autre part, des limites imposées par l'exercice autoritaire du pouvoir, dans un régime soucieux de la maîtrise de l'espace conçue comme élément *sine qua non* de sa consolidation.

En effet, la consolidation de l'État porfirien s'accompagne d'un rétrécissement de la marge d'action dont disposent les acteurs sociaux dans la sphère publique et notamment dans l'exercice public de la critique, par rapport à celle dont ils disposaient dans le cadre du fragile équilibre de la *República Restaurada*⁴⁸.

Parallèlement, l'espace public porfirien n'a cessé d'être celui, ancien, concret, traditionnel, de la *plaza*, du marché, des *portales*, notamment loin des centres urbains, où la modernité est vécue en différé, par l'intermédiaire d'une presse qui provient des grandes villes. Cependant, les villes connaissent, elles aussi, quoique selon un dosage différent, cet emboîtement d'un ordre ancien et moderne de l'espace public et un renouveau même de l'espace ancien, notamment avec l'apparition des gares, qui deviennent sans tarder des lieux privilégiés de rencontre et de mise en scène de l'opinion.

L'espace public porfirien est donc ancien et moderne à la fois, sans qu'un cloisonnement rigide sépare ces deux registres, et se caractérise avant tout par une forte présence de l'État, qui veille au respect des normes implicites et tolère peu les effractions.

La modernité en particulier y est limitée par l'intérêt de l'État; ainsi il n'y a pas de place, dans la structure du système, pour une opposition politique moderne, formelle et ouverte, pour des organisations non soumises en dernier ressort à l'autorité de Porfirio Díaz. Au début du XXe siècle, ce

(désamortissement des biens dits de mains mortes qui, en essayant de remettre sur le marché les propriétés collectives, a touché aux biens d'Église tout comme aux biens des communautés indiennes).

⁴⁸ C'est par ce nom que l'on désigne la période des gouvernements républicains de Juárez et Lerdo de Tejada, qui s'ouvre avec la chute de Maximilien de Habsbourg, en 1867, et qui se clôt par la prise violente du pouvoir par Porfirio Díaz, en 1876. Voir KATZ (Friedrich), "México: la restauración de la República y el Porfiriato, 1867-1910", dans BETHELL (L.), (éd.), *Historia de América Latina*, t. 9, *México, América Central y el Caribe, c.1870-1930*, Barcelone, Cambridge University Press-Editorial Crítica, 1992, p.13-77.

sont particulièrement les anarchistes qui en font l'expérience: à l'échelle nationale le parti *Liberal Mexicano*⁴⁹, ou encore des groupes régionaux, comme *Aurora Social* à Guadalajara⁵⁰; au déclin du régime, en 1909, ce sera le tour des organisations indépendantes, reyistes puis anti-réélectionnistes. On peut donc affirmer qu'à la fin du porfiriat, une opposition politique formelle se construit aux marges de pratiques reconnues, alors que l'espace public n'est pas prêt à la "loger". Structurée dans les premiers partis politiques au sens moderne du terme (c'est-à-dire, organisations politiques avec adhérents, programme et statuts, et non pas, comme il faut l'entendre pour le Mexique du XIXe siècle, des factions politiques), cette opposition est d'abord une opposition *dans* le régime, qui entend le modifier avec ses propres règles du jeu (et l'exemple majeur en est le reyisme), pour devenir ensuite une opposition *au* régime, construite autour du principe de la non-réélection madériste⁵¹.

Par ailleurs, puisque le contrôle de l'espace ancien constitue un point fondamental dans la gestion de l'ordre public (il est perçu comme la garantie de cet ordre), son utilisation collective est soigneusement surveillée par l'État. Ainsi, les irrptions du "peuple" dans cet espace sont regardées avec méfiance et, au besoin, réprimées *manu militari* lorsqu'elles inquiètent l'ordre établi (les intérêts des propriétaires) ou qu'elles perturbent les bonnes consciences. Tristement célèbres sont les cas des grèves de Cananea (Sonora, 1906) et Río Blanco (Veracruz 1906-1907), l'une minière, l'autre textile, noyées dans le sang par les "forces de l'ordre", et chaque État de la fédération conserve en mémoire des exemples plus ou moins extrêmes de cette politique⁵².

En matière d'opinion, les règles du jeu sont en apparence moins rigides, mais elles posent également des limites très claires, même si les sanctions aux effractions peuvent être considérées comme modérées. La politique porfirienne en matière d'opinion compte deux volets et s'illustre bien par la pratique courante d'incarcération des journalistes indépendants jugés trop critiques et la saisie des presses ayant permis la publication des propos dissidents. Les journalistes étaient en règle générale relâchés au bout d'un certain temps, souvent par l'intermédiaire de membres de l'élite, proches des autorités, qui réussissaient à obtenir leur liberté sous caution. L'"objet du délit" était lui aussi libéré, et les presses saisies pouvaient fonctionner à nouveau et contribuer ainsi à la mise en scène de la liberté de la presse, indispensable à la légitimité du régime. Tout cela dans le cadre d'une sorte de croisade nationale pour la paix et d'une action de concertation très large qui "exige" le sacrifice des attitudes extrêmes sur l'autel de la pacification et de la stabilité. C'est ainsi que la notion de "patriotisme" prend un contenu porfirien particulier et devient, en la matière, l'exercice modéré de la liberté de la presse. Le patriotisme y est entendu surtout comme le respect voire le culte de la nation, incarnée par son dirigeant suprême, Porfirio Díaz.

Le régime de Díaz se démarque donc nettement de celui de ses prédécesseurs et fait preuve d'un grand pragmatisme en matière de contrôle de l'espace public qu'il a le souci de gérer d'assez près. Contrôler, est donc le mot d'ordre porfirien à appliquer à l'espace public, ancien ou moderne, à quelque niveau du pouvoir que ce soit; voilà un des principaux tributs de la société à la *pax porfiriana*.

⁴⁹ Voir COCKROFT (James D.), *Precursores intelectuales de la revolución mexicana (1900-1913)*, Mexico, SEP CIEN-SIGLO XXI, 1985

⁵⁰ Voir RAMIREZ FLORES (José), *op. cit.*, p.31-36.

⁵¹ Je me permets de renvoyer le lecteur à mon travail sur la question, *Aux marges de la révolution mexicaine, le Jalisco 1908-1913*, thèse de doctorat nouveau régime, Université de Paris I, mars 1998, sur lequel est par ailleurs fondé l'ensemble de cet article.

⁵² Sur Río Blanco, voir ANDERSON (Rodney D.), *Outcasts in Their Own Land. Mexican Industrial Workers 1906-1911*, De Kalb, Northern Illinois University Presss, 1976; également HERNANDEZ (Salvador), "Tiempos libertarios. El magonismo en México: Cananea, Río Blanco y Baja California", dans CARDOSO (Ciro F.S.), G. HERMOSILLO (Francisco) et HERNANDEZ (Salvador), *De la dictadura porfirista a los tiempos libertarios*, t. 3 de la collection *La clase obrera en la historia de México*, Mexico, IIS-UNAM, cinquième édition, 1991, p.101-232.

Et cependant... opinion et partis

Cependant, une relation plus complexe que la répression pure et simple s'établit entre la presse indépendante et le régime: pourquoi, en particulier, celui-ci ne s'est-il jamais défait physiquement de journalistes trop dérangeants comme le célèbre Filomeno Mata ?⁵³ Tout d'abord, le régime de Díaz se veut à la hauteur des régimes de l'Europe occidentale de l'époque, des régimes perçus comme "civilisés et respectueux des libertés", ce qui ne veut pas dire forcément démocratiques. Ensuite, dans sa conception de la justice et du maintien de l'ordre, ce régime a toujours adopté un système de privilèges et les opposants politiques recevaient un traitement différencié selon leur origine sociale. Ainsi, si l'État porfirien se permet d'écraser des ouvriers et d'exterminer des Indiens yaquis ou mayas⁵⁴, les élites insoumises méritent seulement l'emprisonnement. Les exemples sont d'ailleurs nombreux: ils vont de Filomeno Mata à Francisco I. Madero en passant par Camilo Arriaga ou José López-Portillo y Rojas⁵⁵.

En même temps, le régime choisit de participer pleinement à la formation de l'"opinion publique". Ainsi, le quotidien national "officieux"⁵⁶ *El Imparcial*, premier quotidien à tirage industriel dans le pays, lié au groupe des "*científicos*"⁵⁷, profitait des subventions gouvernementales. Tout comme *El Imparcial*, dans les divers États de la République, le journalisme "officieux" s'empresse de prêter ses services au pouvoir en place.

Cette politique a pour conséquence la délimitation bien nette d'un espace officieux, plus ou moins subventionné par l'État, et la constitution d'une "opinion officielle" face à laquelle le reste des "créateurs" d'opinion prenait sa propre place, dessinant ainsi le premier grand clivage perceptible dans la presse de l'époque porfirienne.

⁵³ Filomeno Mata, né dans l'État de San Luis Potosí en 1845, a fondé à Mexico, en 1881, *El Diario del Hogar*, le plus persistant journal d'opposition au régime porfirien, qu'il a dirigé jusqu'à sa mort (en 1911), ce qui lui valut des incarcérations répétées mais aussi le respect de toute la presse indépendante nationale. Le dernier numéro de ce journal est paru le 30 juin 1912. Voir *Diccionario Porrúa. Historia, Biografía y Geografía de México*, troisième édition, Mexico, Ed. Porrúa, S.A., 1971, t. II, p.1281

⁵⁴ Parmi les principales actions militaires du gouvernement porfirien avant la révolution madériste, se trouvent les campagnes répétées contre les Indiens yaquis du Sonora et la reprise d'une partie de la péninsule du Yucatán aux mayas, qui la contrôlaient depuis la mi-XIXe siècle. La cruauté observée dans les deux cas est restée tristement proverbiale et peut-être considérée comme une politique d'extermination.

⁵⁵ Voir *Diccionario Porrúa, op. cit.*, sur Arriaga, t. I, p.148, sur Madero, t.II, p.1230-1231, sur Mata, t.II, p.1280; sur López Portillo y Rojas, voir COSIO VILLEGAS (Daniel), *Historia moderna de México. El porfiriato. Vida política interior, 2ª parte*, México, ed. Hermes, 1972, p.837

⁵⁶ « Officieux » dans le sens où, sans avoir le statut d'officiel, ce journal transmet l'opinion du gouvernement et cherche à servir ses intérêts

⁵⁷ On surnommait ainsi péjorativement les membres du groupe d'Yves Limantour, ministre des Finances depuis mai 1893, et maître d'œuvre d'une politique économique libérale. La proximité du groupe avec la philosophie positiviste et son attachement, à ses débuts, à l'application des principes de la "science", dans le sens comtien du terme, à l'administration publique, lui valut ce surnom et on doit à cette "foi positiviste" une des justifications théoriques du régime de Díaz qui se résume dans la formule "ordre (ici, paix) et progrès". Le groupe a été constitué, vers la fin des années 1870, par de jeunes intellectuels et hommes politiques, notamment Justo Sierra, Miguel et Pablo Macedo, José Yves Limantour et Manuel Calero, autour de Matías Romero, le ministre des Finances de l'époque et sous la protection de Manuel Romero Rubio. La plupart des *científicos* sont devenus des hauts fonctionnaires du régime et, sur le déclin de celui-ci, couramment rendus responsables de toutes ses dérives et accusés de "manipuler" un président trop âgé.

En procédant de la sorte, le régime porfirien a ainsi accompli - peut-être à son insu - de même que dans le domaine de l'exercice du vote, une tâche essentielle en termes de "pédagogie modernisatrice": en stimulant une opinion publique fictive, il a généré dans certaines couches de la société le besoin d'une "opinion publique" plus large et représentative de leurs intérêts.

C'est à l'intérieur de cet espace restreint, où la marge de manœuvre et d'action demeure assez réduite, que l'on constate l'existence d'une opinion publique moderne complexe, malgré tout bien consolidée et abritant les tendances les plus diverses. Celles-ci vont du soutien inconditionnel au régime à la contestation ouverte, en passant par les soutiens sous condition, les critiques modérées et radicales et ce, à partir de positionnements idéologiques variés, notamment différentes modalités du libéralisme (du libéral-conservatisme au réformisme social) et du catholicisme (en particulier le catholicisme social et la démocratie chrétienne).

La structuration d'un espace politique moderne, vers la fin du porfiriat, passe ainsi par l'établissement des bases d'une opinion publique diversifiée, produite, véhiculée et re-produite principalement dans la presse indépendante. C'est dans cette presse que se brise publiquement le caractère intouchable de Porfirio Díaz et son image immaculée; c'est dans ses pages que, à partir de la fin 1910, Porfirio Díaz cesse d'être "l'homme nécessaire" au salut de la patrie, pour devenir graduellement le dictateur⁵⁸.

Cette ouverture de l'espace politique porfirien est aussi très étroitement liée à l'apparition franche d'organisations ouvertement politiques, indépendantes de l'État. En ce sens, l'apparition des partis politiques est un des plus forts indicateurs de la maturité de formes modernes de sociabilité dans les dernières années du régime. À leur évolution d'ensemble, il est possible même de mesurer le déclin de ce dernier, manifeste dans l'affaiblissement du contrôle qui s'exerce sur l'espace public.

Si le parti *Liberal Mexicano* des débuts du siècle avait été contraint de se réfugier dans la clandestinité et l'exil, les partis qui naissent à partir de décembre 1908, à l'abri formel des déclarations de Díaz au journaliste étasunien James Creelman⁵⁹, jouissent d'une liberté totale qui leur permet de structurer une opposition *dans* le régime. Tel est le cas de l'*Independiente*, parti constitué en décembre 1908 à Guadalajara, dans le but de porter le général Bernardo Reyes, alors gouverneur de l'État du Nuevo León, à la vice-présidence de la République. Parallèlement, Díaz tolère la formation du parti *Democrático*, fondé à Mexico par des hommes étroitement liés au gouvernement, et dont la position restera ambiguë.

L'opposition au régime se construit quant à elle sous surveillance et se voit contrainte pour partie de se réfugier dans la clandestinité, mais elle se construit tout de même; c'est le cas du parti *Antireeleccionista*, principal foyer du mouvement maderiste, jusqu'au soulèvement de Francisco I. Madero contre le régime de Díaz en novembre 1910.

Il existe enfin un autre cas de figure, celui des organisations qui ont attendu l'imminence de la chute de Díaz pour se présenter ouvertement dans l'arène politique; c'est notamment le cas du parti *Católico Nacional*, fondé à peine quelques jours avant la démission du dictateur. Le PCN naît cependant

⁵⁸ Voir les exemples de *La Libertad* et *El Globo*, journaux indépendants imprimés à Guadalajara.

⁵⁹ En mars 1908, *El Imparcial* reproduit cet entretien, connu désormais comme "l'entretien Díaz-Creelman", dans lequel Díaz déclarait estimer le pays prêt à s'initier dans la vie démocratique notamment à travers l'organisation de partis politiques

soutenu par plusieurs organisations structurées pendant les dernières années du régime, sous la forme d'organisations sociales ou de cercles d'études (c'est le cas notamment des *operarios guadalupanos*).

Au moment où Díaz quitte définitivement le pouvoir, en mai 1911, vaincu par la révolution madériste, l'espace politique mexicain est déjà investi par une variété d'organisations politiques (dont de nombreux partis), qui s'instaurent en intermédiaires formels entre la société civile et l'État. Plus ou moins proches, selon les cas, des pratiques politiques modernes ou traditionnelles, ces partis incarnent, tout autant et autrement que la presse, les différentes tendances politiques qui, maintenant de façon ouverte, cherchent à occuper une place sur la scène politique et à influencer sur l'exercice du pouvoir sinon à le prendre. Ces organisations et partis se consolideront pendant le gouvernement provisoire de Francisco León de la Barra (fin mai-début novembre 1911), puis une fois Madero arrivé à la présidence (il l'assume le 6 novembre 1911).

La constitution des partis politiques en intermédiaires est un événement capital dans l'histoire de l'espace politique mexicain: y compris lorsqu'on reviendra sur la légitimité de la diversité de ces partis avec le régime dit "de la révolution" qui instaure, pour plusieurs décennies, un système de parti unique (à partir de 1929), on ne fera pas disparaître la figure du parti comme acteur politique principal et intermédiaire majeur entre les intérêts de la société et la volonté de l'État.

C'est sur ces deux piliers, développement d'une opinion publique diversifiée et organisation d'une opposition politique ouverte, que se bâtit un espace politique de modernité à l'essai, au sein duquel les différents acteurs (modernisants, traditionnels, hybrides), se mesurent, s'affrontent, mettent à l'épreuve leurs conceptions de la politique et leurs pratiques.

Tout autant que la maturité de formes modernes de sociabilité, la perte de vitesse de l'autoritarisme au sein de l'État est une condition première de l'existence de cet espace-laboratoire de modernité, qui va de pair avec, dans un premier temps, une réduction des capacités de contrôle de l'État porfirien sur son déclin, puis, avec la volonté démocratique et la faiblesse du nouvel État madériste.

À plusieurs reprises, l'État madériste offre à l'opinion et aux partis, l'occasion de s'exercer sur un terrain particulièrement sensible et décisif, celui des élections. Dans l'étude de ces "exercices" électoraux, il est possible de mettre en lumière la richesse de ce laboratoire qu'est la période madériste dans l'histoire de la démocratie mexicaine. Non seulement, après plusieurs décennies, l'électorat y est confronté à des véritables enjeux électoraux, mais en outre, il s'élargit du fait de l'adoption du suffrage direct. Les élections de la période madériste ont, en ce sens, profondément changé, symboliquement et dans la pratique, par rapport à ce qu'étaient les élections pré-révolutionnaires. Qui plus est, après le coup d'État qui met fin au gouvernement comme à la vie de Francisco I. Madero⁶⁰, les élections ne seront plus le véritable enjeu de la vie politique mexicaine et ce pour la presque totalité du XXe siècle.

En effet, après la chute du gouvernement de Madero, le retour à l'idéal d'un espace politique uniformisé, en dehors duquel toute action politique ne peut qu'être illégitime, et plus tard, la prise en main de cette "uniformisation" par les gouvernements dits de la révolution, représente la clôture de cet

⁶⁰ Le 9 février 1913 commencent les événements connus désormais sous le nom de "décennie tragique", dans lesquels participent notamment les généraux porfiristes Bernardo Reyes, Félix Díaz (neveu de l'ancien dictateur) et Victoriano Huerta, dans un complot largement soutenu par l'ambassadeur étasunien Henry Lane Wilson, contre le gouvernement de Madero, et qui aboutissent à la démission de ce dernier et du vice-président Pino Suárez, à leur assassinat et la prise du pouvoir par Huerta.

éphémère laboratoire de modernité et le retour à un espace politique sous surveillance, de la part d'un État qui construit de nouvelles formes de contrôle.

pas de fichiers sur :

VIE DES CENTRES

Centre d'histoire nord-américaine, p. 61-65

Centre de recherches d'histoire de l'Amérique latine et du monde ibérique, p. 67-70

Centre de recherches sur l'histoire de l'Europe centrale contemporaine, p. 71-74

Centre de recherches sur l'histoire des Slaves, p. 75-76

Centre d'histoire des relations internationales contemporaines, p. 77-83

THÈSES

Richard Hocquellet, p. 87-96

→ [Du soulèvement patriotique à la souveraineté nationale. La première phase de la révolution espagnole, 1808-1810](#)

Bulletin n° 7, printemps 1999

RICHARD HOCQUELLET

Au mois de mai 1808, Ferdinand VII et la famille royale espagnole sont forcés d'abdiquer au profit de Napoléon Ier. Son frère Joseph devient roi d'Espagne alors que les troupes napoléoniennes occupent la partie nord de la péninsule. Face à une situation aussi inédite, dans les villes libres de France, la population et les autorités locales refusent le changement dynastique. Au nom de leur roi captif en France, de leur patrie envahie par des soldats étrangers et de la religion considérée menacée par les fils de la Révolution française, les Espagnols se rebellent. La réaction patriotique mène à l'affrontement armé : c'est le début de la Guerre d'Indépendance. Parallèlement, s'enclenche un processus révolutionnaire puisqu'au terme de deux années d'expériences et de débats, les patriotes proclament la souveraineté nationale à l'ouverture des Cortes de Cadix.

L'objet de cette étude est de comprendre le mécanisme qui a mené à une telle rupture de l'ordre politique.

Patriotisme et révolution

Les acteurs de l'époque ont très tôt été conscients de participer à un moment fondateur de l'histoire de l'Espagne. L'écriture de la guerre d'Indépendance correspondait au récit d'un mythe des origines, soit du libéralisme espagnol pour ceux qui privilégiaient l'aspect révolutionnaire, soit de la patrie espagnole pour ceux qui privilégiaient la lutte contre un envahisseur étranger. La polarisation entre ces deux versants s'est poursuivie jusque dans les années soixante-dix sur fond d'affrontement idéologique dont l'enjeu était le destin politique de l'Espagne contemporaine. La controverse

historiographique a été animée principalement par Miguel Artola, chef de file de ce que l'on pourrait appeler l'école "libérale" et Federico Suárez, chef de file de ce que l'on pourrait appeler l'école "conservatrice". Les dernières études d'ensemble concernant la période sont liées à ces deux courants opposés et s'apparentent finalement aux éléments d'un débat plus qu'à de véritables recherches historiques partant des événements et non de leur interprétation. Récemment, plusieurs historiens ont essayé de dépasser cet antagonisme en centrant leurs études sur les régions, suivant en cela une nouvelle problématique politique propre à l'Espagne des années 1980 - et qui est toujours d'actualité, à savoir la question des communautés autonomes et des identités plurielles de l'Espagne.

Pour notre part, il s'agissait de revenir à l'événement - donc aux sources - et de se garder de le croire évident. En effet, ni le soulèvement patriotique, ni la proclamation de la souveraineté nationale ne sont des évidences. Et le fait qu'ils se produisent à la suite l'est encore moins. La rupture est bien réelle mais n'est pas linéaire car le passage ne va pas de soi. Il a donc fallu tenter de penser l'articulation entre ces deux phénomènes majeurs de la guerre d'Indépendance: le patriotisme et la révolution.

L'organisation du pouvoir par les patriotes

Le soulèvement patriotique a pour premier résultat l'érection de juntes provinciales suprêmes. Que les patriotes se soient déterminés pour la solution des juntes n'est pas un hasard ou une nécessité pragmatique, pas plus que le fruit d'un complot. Elles montrent à quel point est restée vivace la perception de la monarchie espagnole comme un ensemble de communautés historiquement identifiables s'étant données un même souverain. Dans toutes les provinces qui ne sont pas directement sous domination impériale et dans les possessions d'outremer, la réaction patriotique se base avant tout sur la dimension dynastique parce qu'elle correspond, plus que le problème de la présence militaire française, à une perte d'identité représentée alors par le roi. L'impression de se retrouver orphelin est la meilleure manière de rendre compte de ce trouble communiqué à l'ensemble de la population. Les émeutes patriotiques doivent plus à la perception parmi la population d'un danger, d'une fracture intervenue menaçant l'équilibre de la communauté que de la revendication d'une particularité espagnole que l'occupation française étoufferait. Elles relayent finalement le trouble engendré chez ses chefs par une situation aberrante: l'acéphalie.

L'analyse attentive de leur composition nous renseigne tout autant sur la manière dont s'est déroulé le soulèvement que sur la portée politique de ces nouvelles institutions. Tout d'abord, l'élément populaire présent lors des manifestations de foule n'y est pratiquement pas représenté: les juntes ne sont donc pas le signe d'un renversement de l'ordre social. Ensuite, dans plusieurs cas, il est possible de mettre en évidence le rôle joué par les partisans de Ferdinand, essentiellement des membres des vieilles familles aristocratiques évincées du pouvoir (les Montijo en particulier et plus généralement les principales maisons aragonaises et andalouses). Elles ont intrigué contre le favori de Charles IV, Godoy. Les promoteurs de l'émeute d'Aranjuez, le 19 mars 1808, qui porte au trône Ferdinand VII, le fils de Charles IV, se recrutent parmi ces familles. Nous les retrouvons à l'avant-garde du soulèvement. Obéissant au même schéma de renouvellement du personnel politique, apparaissent au sein des juntes provinciales des personnalités de premier plan opposées à Godoy et à ce titre disgraciées par Charles IV comme le comte de Floridablanca ou le bailli Valdés, recluses en exil intérieur comme Gaspar de Jovellanos ou Alvaro Flórez Estrada. Pour le reste et d'une manière générale, ce sont les membres des oligarchies locales (magistrats, patriciat) qui prennent en main les opérations.

La doctrine pactiste, revisitée par les patriotes, offre des arguments juridiques et historiques pour justifier le droit des communautés à prendre en main leur destin. Les anciens royaumes réapparaissent comme structure de base de la monarchie. Dans cette optique, il est frappant de remarquer que le terme *junte* était employé aux XVI^e et XVII^e siècles pour définir les Cortes des royaumes lorsqu'elles n'étaient pas présidées par le roi en personne.

L'émergence de la nation

Par le discours, dont la construction repose sur la trilogie *roi, religion, patrie*, les patriotes élaborent une identité espagnole non encore formulée dans ce pays où l'histoire n'a jamais complètement unifié les différentes composantes territoriales. Luttant contre un envahisseur étranger et s'apercevant que le soulèvement s'est produit de manière identique dans toutes les régions, ils sont amenés à se penser en nation au sens d'une communauté unie par un projet commun. Les manifestes patriotiques cherchent à gommer les différences régionales et valorisent l'unanimité du soulèvement, passant totalement sous silence les Espagnols engagés auprès des Français. L'apparition de ce sentiment national est une nouveauté radicale pour l'Espagne, lourde de conséquence pour la définition des relations politiques au sein de la monarchie.

Dans les possessions d'outremer, nous retrouvons la même démarche qui prolonge l'engagement des Espagnols américains dans le patriotisme au nom des mêmes slogans, unis dans un même rejet de la situation. Pourtant, en péninsule, la nouvelle configuration élaborée par le discours et expérimentée par les patriotes ne réserve que très rarement une mention pour les "frères américains". Ceux-ci s'aperçoivent vite qu'ils sont considérés comme faisant partie de dépendances de la monarchie alors qu'ils se sentent membres à part entière de la nation espagnole. L'inégalité des relations entre colonies et métropole se manifeste au moment où se proclame l'unité nationale et porte en germe la divergence des destins des Espagnols de chaque bord de l'Atlantique.

En péninsule, les nouvelles autorités ont utilisé l'accord du peuple lors des manifestations de rejet des abdications pour asseoir leur pouvoir en rupture avec le gouvernement central de Joseph I^{er}. Se définissant comme les représentants de la communauté, les membres des juntes exercent leur pouvoir à la fois au nom de leur roi empêché de régner et au nom de la population qui lui accorde sa confiance. Cet accord n'est qu'apparent puisque des contestations sont repérables. A partir des actes des corps municipaux conservés dans les archives locales, il a été possible de saisir la manière dont les membres des juntes entendent leur pouvoir. Ils rassemblent en leur sein la totalité des compétences qui permettent de diriger les provinces. Les autorités locales en place avant le soulèvement n'ont pas été absorbées par les nouvelles, elles persistent mais soumises. Plusieurs refusent de se voir spoliées de leurs prérogatives, en particulier les municipalités et le Conseil de Castille. Pour contrer l'opposition des corps traditionnels, les membres des juntes doivent franchir un pas de plus vers l'affirmation d'un pouvoir issu du vœu de l'ensemble de la population - la nation - et donc indépendant des institutions anciennes.

Au cours de l'été 1808, les responsables patriotes s'accordent sur le principe d'un gouvernement central qui serait l'émanation des juntes suprêmes, c'est-à-dire celles installées dans les capitales des anciens royaumes. Le 25 septembre 1808, la Junte centrale est instaurée pour unifier la lutte et assurer l'unité de la souveraineté royale morcelée depuis le soulèvement à travers les provinces insurgées. Elle procède de deux types de légitimité, celle du roi dont elle reprend les attributs dans son cérémonial et celle de la nation par sa constitution même: un organe collégial composé de deux députés des juntes suprêmes.

La durée de l'absence du roi Ferdinand VII provoque un relatif effacement de la référence au pouvoir royal et une valorisation de la nation comme source de souveraineté. Ce glissement est particulièrement visible dans le discours de la Junte centrale. La polarisation se fait, à partir de 1809, sur un nouvel objectif assigné au gouvernement patriote: la réforme de la monarchie. Réforme justifiée par le présupposé suivant: les Espagnols ne se sont pas soulevés pour maintenir intact le régime précédent qui a prouvé sa faillite mais en espérant remédier à ses défauts pour qu'une telle situation ne se reproduise plus.

Un pas vers la modernité politique

Une nouveauté fondamentale permet d'expliquer la tournure que prennent ces débats. La presse connaît un essor sans précédent dès le début du soulèvement. En effet, la censure n'est plus possible en raison de l'insurrection. Des journaux apparaissent pour présenter à la population les valeurs du

patriotisme et pour contrer les organes officiels aux mains des Français. Entre le mois de juin et le mois d'août 1808, pas moins de seize nouveaux titres officiels sont publiés dans des villes aussi variées que Manresa, Palma de Majorque, Tarragone, Vich, Séville, Badajoz, Gérone, Grenade, la Corogne, Murcie, Oviedo, Valence. Instrument de propagande militaire en même temps qu'utilisation partisane politique, les journaux patriotiques officiels proposent à leurs lecteurs des informations revues et corrigées et des arguments précis pour comprendre la situation. Les juntes encouragent la publication de manifestes chargés de justifier les modifications de l'ordre politique et d'en appeler à l'accord général pour affirmer leur autorité. Les affaires du gouvernement sont ainsi mises sur la place publique.

Certains auteurs de la presse patriotique mesurent vite l'opportunité de cette ouverture. Ils introduisent parmi les patriotes un des éléments essentiels de la modernité: la discussion publique et rationnelle des affaires politiques. Ils proclament que chacun a le droit d'exprimer un avis sur les questions de gouvernement et de connaître les avis des autres et finalement que chacun a la possibilité de peser sur lui. La publicité remplace la confidentialité des affaires de l'État, l'information écrite remplace l'aléa de la rumeur, le débat rationnel remplace l'émotion. Les promoteurs de ce type de presse sont les membres d'un groupe informel qui se réunissaient autour du poète Manuel Quintana: José María Blanco, Isidoro Antillón, Alberto Lista, pour ne citer que les plus célèbres. Connus pour leur sympathie envers la première phase de la révolution française, ils se sont engagés dans le patriotisme pour faire aboutir le mouvement de réformes des Lumières espagnoles. Entre l'automne 1808 et l'automne 1809, l'évolution de ce type de presse peut se mesurer aux titres: nous passons du *Semanario patriótico* au *Voto de la Nación española*, c'est-à-dire d'une réflexion sur le patriotisme à l'affirmation de la volonté nationale.

Avec la presse politique et son travail de pédagogie de la modernité, nous assistons à la diffusion de plusieurs notions clés qui permettent à chacun de raisonner sur le pouvoir: gouvernement représentatif; libertés publiques; constitution.

La presse, se faisant le relais des débats, rend possible l'apparition de l'opinion publique moderne, au sens d'un espace public politiquement orienté. Cette opinion publique reste limitée en nombre de personnes concernées et en nombre de titres parus mais est bien réelle et se repère par l'intérêt que lui portent les responsables du gouvernement. Pour les lecteurs, qui constituent le nouveau public, apparaît la conscience qu'ils proposent une alternative aux instances représentatives traditionnelles (municipalités, ordres privilégiés, institutions forales), celle de la représentation non plus des corps mais des individus. L'opinion publique qu'ils sont persuadés de représenter est l'expression de la volonté de la nation.

La représentation nationale

Si la légitimité provient de l'assentiment de la nation, alors, il est nécessaire de la convoquer à travers des représentants qui seront chargés d'établir le gouvernement de la nation. Il faut plus d'un an de discussion, entre le mois de mai 1809 et celui de septembre 1810, pour réussir à mettre au point cette réunion. Au sein de la Junte centrale, les débats sont vifs sur la forme que doit prendre l'assemblée. Suivant la logique nationale qu'une majorité de ses membres adopte, elle fait appel aux Espagnols, membres d'institutions officielles (audiences, juntes, municipalités, évêques, chapitres, universités) ou simples particuliers, pour communiquer leurs avis sur la question. Ce moment est particulièrement important car, à l'initiative du gouvernement, chacun se voit autorisé à participer aux débats. Ce qui se discutait en privé, qui ne se publiait que rarement devient officiellement public. Il en ressort une grande diversité de propositions témoignant du travail de fond à l'oeuvre dans la société espagnole. Analysant les rapports conservés de la *consulta al país*, nous avons été frappés par la faible rigueur doctrinale des auteurs. Bien souvent, ils se positionnent d'une certaine manière en ce qui concerne un thème et d'une autre pour un autre thème. Le phénomène d'hybridation des théories fait la richesse de cette étape du processus révolutionnaire, il est responsable également de la difficulté à l'appréhender globalement. En choisissant de restituer la multiplicité des avis, nous avons refusé de conclure à la place des auteurs. En revanche, il a été possible de définir des tendances majoritaires: la mise en place d'une représentation nationale; la rationalisation de la législation; la réforme de l'administration fiscale mais également le maintien des ordres et l'attachement à la forme

monarchique. Autrement dit, l'hybridation principale consiste en l'adaptation d'un fond traditionnel à un certain nombre de formes modernes.

Pour traiter les résultats de cette consultation nationale, des commissions spécialisées sont mises en place. Le recrutement de leurs membres fait apparaître un grand nombre de personnalités favorables à une refonte radicale de la monarchie. Maîtrisant les ressorts de la modernité politique, ils parviennent à la présenter plus avantageuse que l'adaptation de la tradition. En effet, ils appartiennent au cercle des auteurs de la presse politique. La place de Quintana comme premier officier du secrétariat général de la Junte centrale explique en grande part l'association de ces hommes aux travaux préparatoires des Cortes. Ils obtiennent la réunion d'une assemblée nationale élue par un suffrage très large: tous les chefs de familles sont électeurs. Cette décision marque une étape fondamentale dans le processus révolutionnaire: les Espagnols, par l'intermédiaire de représentants qu'ils sont libres de choisir, sont convoqués pour déterminer de l'avenir de leur monarchie.

L'étude du déroulement des élections, qui a jusqu'alors été délaissée par les historiens, permet de saisir la répercussion concrète de cette rupture introduite dans le système politique d'Ancien Régime. Nous avons sélectionné plusieurs exemples d'élections, aux différents degrés des scrutins, pour analyser de quelle manière s'effectue le choix, sachant qu'il n'y a pas eu de campagnes électorales et donc pas de candidatures déclarées. Dans les provinces libres, nous observons un important décalage entre le discours moderne des promoteurs des Cortes extraordinaires et les pratiques représentatives traditionnelles locales. C'est sur les membres des élites que se portent essentiellement les suffrages avec une nette tendance à reprendre les distinctions d'ordres: des nobles, des clercs et des notables urbains. Nous n'avons pas affaire à une compétition d'idées mais à une opération visant à sélectionner les individus les plus dignes de parler au nom du corps électoral, ce qui n'empêche pas une compétition entre les différentes personnes se jugeant dignes de la charge.

En revanche, la ville de Cadix se distingue. Dernier repli du gouvernement patriote, cette ville cosmopolite et riche a vu sa population augmenter énormément avec l'arrivée de réfugiés, dont la plupart sont les acteurs de l'introduction de la modernité politique. Ils forment un cercle d'hommes engagés, se rencontrant régulièrement et participant à la presse d'opinion, si bien que dans l'espace clos de la cité assiégée, il est impossible d'échapper à l'effervescence politique. Ils expérimentent les nouvelles formes de la sociabilité moderne basées sur les discussions publiques des affaires politiques appuyées par la lecture de la presse d'information et d'opinion (rencontres dans les cafés, dans les *tertulias* qui s'apparentent à des salons). Finalement, ils influent d'une manière déterminante sur les élections des députés suppléants pour les provinces occupées et pour les territoires d'outremer qui s'y déroulent au milieu du mois de septembre. Dans les comices électoraux peu nombreux, ils s'entendent à l'avance afin de faire passer leurs candidats implicitement mandatés pour réaliser la révolution. Par leur présence, les Cortes deviennent l'instrument de la refonte radicale de la monarchie. En effet, à l'ouverture de l'assemblée, le 24 septembre 1810, la moitié des députés présents sont des suppléants.

La proclamation de la souveraineté nationale, dès ce jour là, est le premier aboutissement du processus révolutionnaire espagnol, prolongé deux ans plus tard par la promulgation d'une constitution qui a servi de modèle aux libéraux européens et américains du premier tiers du XIXe siècle.

pas de fichier :

Alain Soubigou, p. 97-101

Thomas Garrigue Masaryk (1850-1937), biographie intellectuelle et politique

Dzovinar Kévonian, p. 103-115

Réfugiés et diplomatie humanitaire : les acteurs européens et la scène proche-orientale pendant l'entre-deux-guerres

Sabine Dullin, p. 117-129

Diplomates et diplomatie soviétiques en Europe (1930-1939). Structures et méthodes d'une politique extérieure sous Staline

Hugues Tertrais, p. 131-140

Le coût de la guerre d'Indochine, 1945-1954

LIEUX DE RECHERCHE

Mona Huerta, p. 143-158

Patrimoine documentaire et modernité : les collections de l'Institut des hautes études de l'Amérique latine

Hervé Lemoine et Thierry Sarmant, p. 159-182

Pouvoir politique et autorité militaire de la décolonisation à l'ère nucléaire : les archives contemporaines du Service historique de l'armée de Terre (1945-1995)

COLLOQUES, MANIFESTATIONS, CONFÉRENCES

Georges Saunier, p. 185-195

Changer la vie, 1981-1984, les années Mitterrand

RICHARD HOCQUELLET

Au mois de mai 1808, Ferdinand VII et la famille royale espagnole sont forcés d'abdiquer au profit de Napoléon Ier. Son frère Joseph devient roi d'Espagne alors que les troupes napoléoniennes occupent la partie nord de la péninsule. Face à une situation aussi inédite, dans les villes libres de Français, la population et les autorités locales refusent le changement dynastique. Au nom de leur roi captif en France, de leur patrie envahie par des soldats étrangers et de la religion considérée menacée par les fils de la Révolution française, les Espagnols se rebellent. La réaction patriotique mène à l'affrontement armé : c'est le début de la Guerre d'Indépendance. Parallèlement, s'enclenche un processus révolutionnaire puisqu'au terme de deux années d'expériences et de débats, les patriotes proclament la souveraineté nationale à l'ouverture des Cortes de Cadix.

L'objet de cette étude est de comprendre le mécanisme qui a mené à une telle rupture de l'ordre politique.

Patriotisme et révolution

Les acteurs de l'époque ont très tôt été conscients de participer à un moment fondateur de l'histoire de l'Espagne. L'écriture de la guerre d'Indépendance correspondait au récit d'un mythe des origines, soit du libéralisme espagnol pour ceux qui privilégiaient l'aspect révolutionnaire, soit de la patrie espagnole pour ceux qui privilégiaient la lutte contre un envahisseur étranger. La polarisation entre ces deux versants s'est poursuivie jusque dans les années soixante-dix sur fond d'affrontement idéologique dont l'enjeu était le destin politique de l'Espagne contemporaine. La controverse historiographique a été animée principalement par Miguel Artola, chef de file de ce que l'on pourrait appeler l'école "libérale" et Federico Suárez, chef de file de ce que l'on pourrait appeler l'école "conservatrice". Les dernières études d'ensemble concernant la période sont liées à ces deux courants opposés et s'apparentent finalement aux éléments d'un débat plus qu'à de véritables recherches historiques partant des événements et non de leur interprétation. Récemment, plusieurs historiens ont essayé de dépasser cet antagonisme en centrant leurs études sur les régions, suivant en cela une nouvelle problématique politique propre à l'Espagne des années 1980 - et qui est toujours d'actualité, à savoir la question des communautés autonomes et des identités plurielles de l'Espagne.

Pour notre part, il s'agissait de revenir à l'événement - donc aux sources - et de se garder de le croire évident. En effet, ni le soulèvement patriotique, ni la proclamation de la souveraineté nationale ne sont des évidences. Et le fait qu'ils se produisent à la suite l'est encore moins. La rupture est bien réelle mais n'est pas linéaire car le passage ne va pas de soi. Il a donc fallu tenter de penser l'articulation entre ces deux phénomènes majeurs de la guerre d'Indépendance: le patriotisme et la révolution.

L'organisation du pouvoir par les patriotes

Le soulèvement patriotique a pour premier résultat l'érection de juntes provinciales suprêmes. Que les patriotes se soient déterminés pour la solution des juntes n'est pas un hasard ou une nécessité pragmatique, pas plus que le fruit d'un complot. Elles montrent à quel point est restée vivace la perception de la monarchie espagnole comme un ensemble de communautés historiquement identifiables s'étant données un même souverain. Dans toutes les provinces qui ne sont pas directement sous domination impériale et dans les possessions d'outremer, la réaction patriotique se base avant tout sur la dimension dynastique parce qu'elle correspond, plus que le problème de la présence militaire française, à une perte d'identité représentée alors par le roi. L'impression de se retrouver orphelin est la meilleure manière de rendre compte de ce trouble communiqué à l'ensemble de la population. Les émeutes patriotiques doivent plus à la perception parmi la population d'un danger, d'une fracture intervenue menaçant l'équilibre de la communauté que de la revendication d'une particularité espagnole que l'occupation française étoufferait. Elles relayent finalement le trouble engendré chez ses chefs par une situation aberrante: l'acéphalie.

L'analyse attentive de leur composition nous renseigne tout autant sur la manière dont s'est déroulé le soulèvement que sur la portée politique de ces nouvelles institutions. Tout d'abord, l'élément populaire présent lors des manifestations de foule n'y est pratiquement pas représenté: les juntes ne sont donc pas le signe d'un renversement de l'ordre social. Ensuite, dans plusieurs cas, il est possible de mettre en évidence le rôle joué par les partisans de Ferdinand, essentiellement des membres des vieilles familles aristocratiques évincées du pouvoir (les Montijo en particulier et plus généralement les principales maisons aragonaises et andalouses). Elles ont intrigué contre le favori de Charles IV, Godoy. Les promoteurs de l'émeute d'Aranjuez, le 19 mars 1808, qui porte au trône Ferdinand VII, le fils de Charles IV, se recrutent parmi ces familles. Nous les retrouvons à l'avant-garde du soulèvement. Obéissant au même schéma de renouvellement du personnel politique, apparaissent au sein des juntes provinciales des personnalités de premier plan opposées à Godoy et à ce titre disgraciées par Charles IV comme le comte de Floridablanca ou le bailli Valdés, recluses en exil intérieur comme Gaspar de Jovellanos ou Alvaro Flórez Estrada. Pour le reste et d'une manière générale, ce sont les membres des oligarchies locales (magistrats, patriciat) qui prennent en main les opérations.

La doctrine pactiste, revisitée par les patriotes, offre des arguments juridiques et historiques pour justifier le droit des communautés à prendre en main leur destin. Les anciens royaumes réapparaissent comme structure de base de la monarchie. Dans cette optique, il est frappant de remarquer que le terme *junte* était employé aux XVI^e et XVII^e siècles pour définir les Cortes des royaumes lorsqu'elles n'étaient pas présidées par le roi en personne.

L'émergence de la nation

Par le discours, dont la construction repose sur la trilogie *roi, religion, patrie*, les patriotes élaborent une identité espagnole non encore formulée dans ce pays où l'histoire n'a jamais complètement unifié les différentes composantes territoriales. Luttant contre un envahisseur étranger et s'apercevant que le soulèvement s'est produit de manière identique dans toutes les régions, ils sont amenés à se penser en nation au sens d'une communauté unie par un projet commun. Les manifestes patriotiques cherchent à gommer les différences régionales et valorisent l'unanimité du soulèvement, passant totalement sous silence les Espagnols engagés auprès des Français. L'apparition de ce sentiment national est une nouveauté radicale pour l'Espagne, lourde de conséquence pour la définition des relations politiques au sein de la monarchie.

Dans les possessions d'outremer, nous retrouvons la même démarche qui prolonge l'engagement des Espagnols américains dans le patriotisme au nom des mêmes slogans, unis dans un même rejet de la situation. Pourtant, en péninsule, la nouvelle configuration élaborée par le discours et expérimentée par les patriotes ne réserve que très rarement une mention pour les "frères américains". Ceux-ci s'aperçoivent vite qu'ils sont considérés comme faisant partie de dépendances de la monarchie alors qu'ils se sentent membres à part entière de la nation espagnole. L'inégalité des relations entre colonies et métropole se manifeste au moment où se proclame l'unité nationale et porte en germe la divergence des destins des Espagnols de chaque bord de l'Atlantique.

En péninsule, les nouvelles autorités ont utilisé l'accord du peuple lors des manifestations de rejet des abdications pour asseoir leur pouvoir en rupture avec le gouvernement central de Joseph Ier. Se définissant comme les représentants de la communauté, les membres des juntas exercent leur pouvoir à la fois au nom de leur roi empêché de régner et au nom de la population qui lui accorde sa confiance. Cet accord n'est qu'apparent puisque des contestations sont repérables. A partir des actes des corps municipaux conservés dans les archives locales, il a été possible de saisir la manière dont les membres des juntas entendent leur pouvoir. Ils rassemblent en leur sein la totalité des compétences qui permettent de diriger les provinces. Les autorités locales en place avant le soulèvement n'ont pas été absorbées par les nouvelles, elles persistent mais soumises. Plusieurs refusent de se voir spoliées de leurs prérogatives, en particulier les municipalités et le Conseil de Castille. Pour contrer l'opposition des corps traditionnels, les membres des juntas doivent franchir un pas de plus vers l'affirmation d'un pouvoir issu du vœu de l'ensemble de la population - la nation - et donc indépendant des institutions anciennes.

Au cours de l'été 1808, les responsables patriotes s'accordent sur le principe d'un gouvernement central qui serait l'émanation des juntas suprêmes, c'est-à-dire celles installées dans les capitales des anciens royaumes. Le 25 septembre 1808, la Junte centrale est instaurée pour unifier la lutte et assurer l'unité de la souveraineté royale morcelée depuis le soulèvement à travers les provinces insurgées. Elle procède de deux types de légitimité, celle du roi dont elle reprend les attributs dans son cérémonial et celle de la nation par sa constitution même: un organe collégial composé de deux députés des juntas suprêmes.

La durée de l'absence du roi Ferdinand VII provoque un relatif effacement de la référence au pouvoir royal et une valorisation de la nation comme source de souveraineté. Ce glissement est particulièrement visible dans le discours de la Junte centrale. La polarisation se fait, à partir de 1809, sur un nouvel objectif assigné au gouvernement patriote: la réforme de la monarchie. Réforme justifiée par le présupposé suivant: les Espagnols ne se sont pas soulevés pour maintenir intact le régime précédent qui a prouvé sa faillite mais en espérant remédier à ses défauts pour qu'une telle situation ne se reproduise plus.

Un pas vers la modernité politique

Une nouveauté fondamentale permet d'expliquer la tournure que prennent ces débats. La presse connaît un essor sans précédent dès le début du soulèvement. En effet, la censure n'est plus possible en raison de l'insurrection. Des journaux apparaissent pour présenter à la population les valeurs du patriotisme et pour contrer les organes officiels aux mains des Français. Entre le mois de juin et le

mois d'août 1808, pas moins de seize nouveaux titres officiels sont publiés dans des villes aussi variées que Manresa, Palma de Majorque, Tarragone, Vich, Séville, Badajoz, Gérone, Grenade, la Corogne, Murcie, Oviedo, Valence. Instrument de propagande militaire en même temps qu'utilisation partisane politique, les journaux patriotiques officiels proposent à leurs lecteurs des informations revues et corrigées et des arguments précis pour comprendre la situation. Les juntes encouragent la publication de manifestes chargés de justifier les modifications de l'ordre politique et d'en appeler à l'accord général pour affirmer leur autorité. Les affaires du gouvernement sont ainsi mises sur la place publique.

Certains auteurs de la presse patriotique mesurent vite l'opportunité de cette ouverture. Ils introduisent parmi les patriotes un des éléments essentiels de la modernité: la discussion publique et rationnelle des affaires politiques. Ils proclament que chacun a le droit d'exprimer un avis sur les questions de gouvernement et de connaître les avis des autres et finalement que chacun a la possibilité de peser sur lui. La publicité remplace la confidentialité des affaires de l'État, l'information écrite remplace l'aléa de la rumeur, le débat rationnel remplace l'émotion. Les promoteurs de ce type de presse sont les membres d'un groupe informel qui se réunissaient autour du poète Manuel Quintana: José María Blanco, Isidoro Antillón, Alberto Lista, pour ne citer que les plus célèbres. Connus pour leur sympathie envers la première phase de la révolution française, ils se sont engagés dans le patriotisme pour faire aboutir le mouvement de réformes des Lumières espagnoles. Entre l'automne 1808 et l'automne 1809, l'évolution de ce type de presse peut se mesurer aux titres: nous passons du *Semanario patriótico* au *Voto de la Nación española*, c'est-à-dire d'une réflexion sur le patriotisme à l'affirmation de la volonté nationale.

Avec la presse politique et son travail de pédagogie de la modernité, nous assistons à la diffusion de plusieurs notions clés qui permettent à chacun de raisonner sur le pouvoir: gouvernement représentatif; libertés publiques; constitution.

La presse, se faisant le relais des débats, rend possible l'apparition de l'opinion publique moderne, au sens d'un espace public politiquement orienté. Cette opinion publique reste limitée en nombre de personnes concernées et en nombre de titres parus mais est bien réelle et se repère par l'intérêt que lui portent les responsables du gouvernement. Pour les lecteurs, qui constituent le nouveau public, apparaît la conscience qu'ils proposent une alternative aux instances représentatives traditionnelles (municipalités, ordres privilégiés, institutions forales), celle de la représentation non plus des corps mais des individus. L'opinion publique qu'ils sont persuadés de représenter est l'expression de la volonté de la nation.

La représentation nationale

Si la légitimité provient de l'assentiment de la nation, alors, il est nécessaire de la convoquer à travers des représentants qui seront chargés d'établir le gouvernement de la nation. Il faut plus d'un an de discussion, entre le mois de mai 1809 et celui de septembre 1810, pour réussir à mettre au point cette réunion. Au sein de la Junte centrale, les débats sont vifs sur la forme que doit prendre l'assemblée. Suivant la logique nationale qu'une majorité de ses membres adopte, elle fait appel aux Espagnols, membres d'institutions officielles (audiences, juntes, municipalités, évêques, chapitres, universités) ou simples particuliers, pour communiquer leurs avis sur la question. Ce moment est particulièrement important car, à l'initiative du gouvernement, chacun se voit autorisé à participer aux débats. Ce qui se discutait en privé, qui ne se publiait que rarement devient officiellement public. Il en ressort un grande diversité de propositions témoignant du travail de fond à l'oeuvre dans la société

espagnole. Analysant les rapports conservés de la *consulta al país*, nous avons été frappés par la faible rigueur doctrinale des auteurs. Bien souvent, ils se positionnent d'une certaine manière en ce qui concerne un thème et d'une autre pour un autre thème. Le phénomène d'hybridation des théories fait la richesse de cette étape du processus révolutionnaire, il est responsable également de la difficulté à l'appréhender globalement. En choisissant de restituer la multiplicité des avis, nous avons refusé de conclure à la place des auteurs. En revanche, il a été possible de définir des tendances majoritaires: la mise en place d'une représentation nationale; la rationalisation de la législation; la réforme de l'administration fiscale mais également le maintien des ordres et l'attachement à la forme monarchique. Autrement dit, l'hybridation principale consiste en l'adaptation d'un fond traditionnel à un certain nombre de formes modernes.

Pour traiter les résultats de cette consultation nationale, des commissions spécialisées sont mises en place. Le recrutement de leurs membres fait apparaître un grand nombre de personnalités favorables à une refonte radicale de la monarchie. Maîtrisant les ressorts de la modernité politique, ils parviennent à la présenter plus avantageuse que l'adaptation de la tradition. En effet, ils appartiennent au cercle des auteurs de la presse politique. La place de Quintana comme premier officier du secrétariat général de la Junte centrale explique en grande part l'association de ces hommes aux travaux préparatoires des Cortes. Ils obtiennent la réunion d'une assemblée nationale élue par un suffrage très large: tous les chefs de familles sont électeurs. Cette décision marque une étape fondamentale dans le processus révolutionnaire: les Espagnols, par l'intermédiaire de représentants qu'ils sont libres de choisir, sont convoqués pour déterminer de l'avenir de leur monarchie.

L'étude du déroulement des élections, qui a jusqu'alors été délaissée par les historiens, permet de saisir la répercussion concrète de cette rupture introduite dans le système politique d'Ancien Régime. Nous avons sélectionné plusieurs exemples d'élections, aux différents degrés des scrutins, pour analyser de quelle manière s'effectue le choix, sachant qu'il n'y a pas eu de campagnes électorales et donc pas de candidatures déclarées. Dans les provinces libres, nous observons un important décalage entre le discours moderne des promoteurs des Cortes extraordinaires et les pratiques représentatives traditionnelles locales. C'est sur les membres des élites que se portent essentiellement les suffrages avec une nette tendance à reprendre les distinctions d'ordres: des nobles, des clercs et des notables urbains. Nous n'avons pas affaire à une compétition d'idées mais à une opération visant à sélectionner les individus les plus dignes de parler au nom du corps électoral, ce qui n'empêche pas une compétition entre les différentes personnes se jugeant dignes de la charge.

En revanche, la ville de Cadix se distingue. Dernier repli du gouvernement patriote, cette ville cosmopolite et riche a vu sa population augmenter énormément avec l'arrivée de réfugiés, dont la plupart sont les acteurs de l'introduction de la modernité politique. Ils forment un cercle d'hommes engagés, se rencontrant régulièrement et participant à la presse d'opinion, si bien que dans l'espace clos de la cité assiégée, il est impossible d'échapper à l'effervescence politique. Ils expérimentent les nouvelles formes de la sociabilité moderne basées sur les discussions publiques des affaires politiques appuyées par la lecture de la presse d'information et d'opinion (rencontres dans les cafés, dans les *tertulias* qui s'apparentent à des salons). Finalement, ils influent d'une manière déterminante sur les élections des députés suppléants pour les provinces occupées et pour les territoires d'outremer qui s'y déroulent au milieu du mois de septembre. Dans les comices électoraux peu nombreux, ils s'entendent à l'avance afin de faire passer leurs candidats implicitement mandatés pour réaliser la révolution. Par leur présence, les Cortes deviennent l'instrument de la refonte radicale de la monarchie. En effet, à l'ouverture de l'assemblée, le 24 septembre 1810, la moitié des députés présents sont des suppléants.

La proclamation de la souveraineté nationale, dès ce jour là, est le premier aboutissement du processus révolutionnaire espagnol, prolongé deux ans plus tard par la promulgation d'une constitution qui a servi de modèle aux libéraux européens et américains du premier tiers du XIXe siècle.